8e Année. N. 139. — 10 Novembre 1932.

Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Vers une nouvelle guerre du Rif

10.000 maures à "réduire" dans le Rio de Oro

Saint, envoyé naguère au Maroc par un gouvernement de « droite » pour rompre avec la politique relativement pacifique qui avait été suivie par Steeg, et devenu, aux dernières élections, sénateur radical par la grâce du « parti de la paix », s'est empressé, aussitôt élu, de déclarer qu'il retournerait au Maroc afin d'assurer la continuation des opérations militaires commencées sous Tardieu et accélérées sous Herriot.

Ainsi donc, dès que le temps le permettra, l'interminable guerre du Maroc recommencera, conduite par un résident-sénateur radical-socialiste, sous les ordres directs du ministre qui hurle à travers toute l'Europe son « amour de la paix », et qui est soutenu par les votes d'un parti socialiste qui clame sa « volonté de paix » !

Mais il y a pire encore. La guerre du Maroc va non seulement continuer, mais s'étendre.

Dès que fut annoncé le voyage d'Herriot en Espagne, la presse ne cacha point en effet que l'un des buts du voyage était de « régler » la question du Rio de Oro. L'Information *dont les liens avec Herbette, l'actuel ambassadeur de France à Madrid, donnent à ses informations sur l'Espagne un caractère presqu'officiel, publiait à la veille du départ d'Herriot, les précisions suivantes :*

Madrid, 28 octobre (correspondance particulière). — La question marocaine est remise à l'ordre du jour et des pourparlers sont engagés entre la France et l'Espagne.

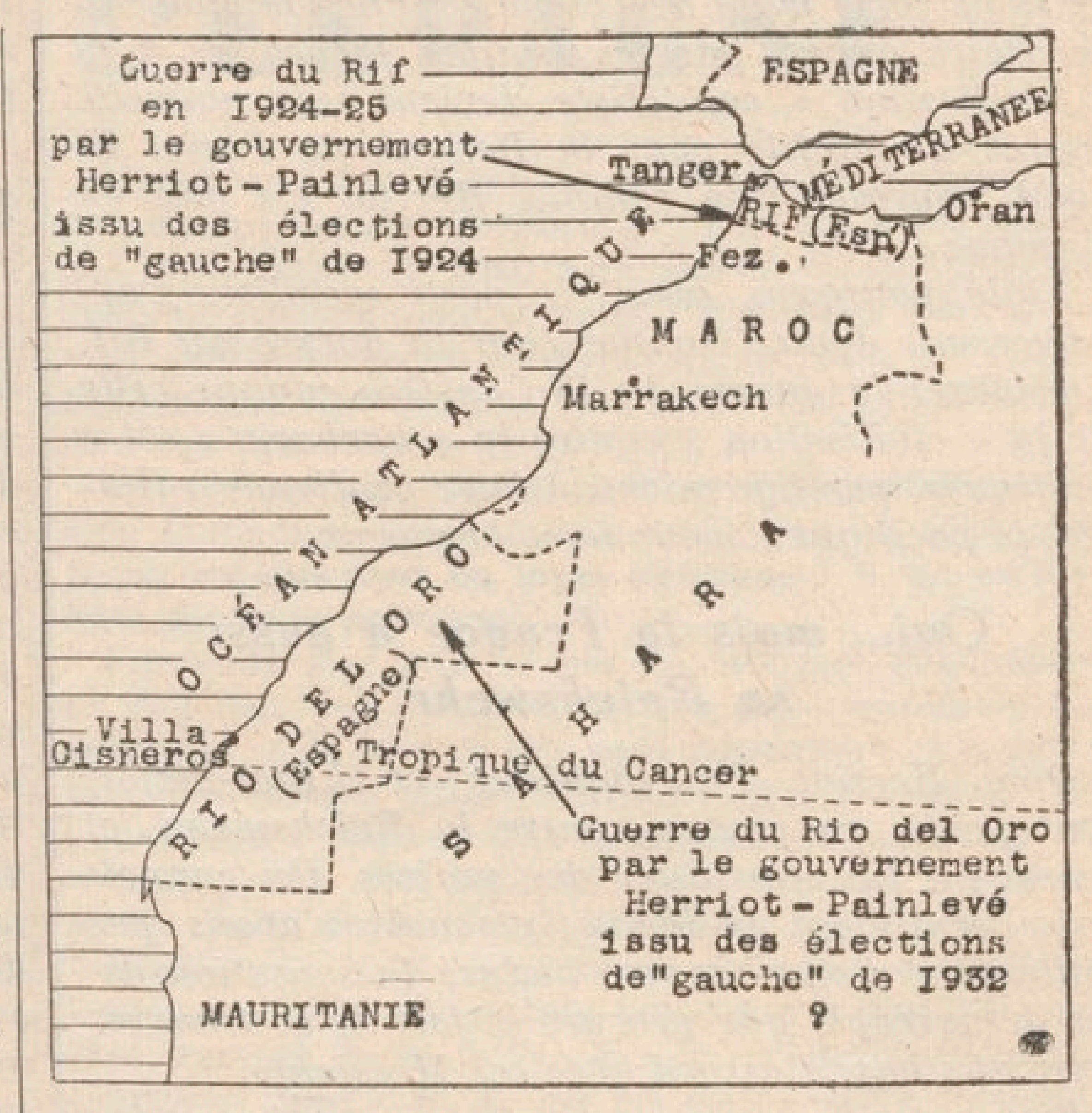
D'ores et déjà, il s'agit des opérat'ons d'hiver qui vont avoir lieu dans la région du Draa afin de réduire les 10.000 Maures rebelles qui se sont réfugiés dans la possession espagnole de Rio del Oro.

De telles négociations sont déjà prévues par le traité de 1925 qui autorise, à des fins militaires, des incursions réciproques dans le territoire des deux protectorats, sans qu'elles puissent influer sur l'établissement de la frontière.

Et les envoyés spéciaux des grands quotidiens, tout en affirmant qu'il s'agissait, non d'un voyage politique mais seulement d'un « voyage d'amitié », durent avouer qu'on avait « causé du Maroc ».

Ainsi, il ne saurait y avoir de doute : le voyage d'Herriot est la préface à une réédition de la guerre du Rif.

Comme le Rif, le Rio de Oro est un territoire nominalement soumis à la domination espagnole, mais nominalement seulement ; plus encore que dans le Rif la domination espagnole n'est effective que sur quelques rares points de la côte ; dans son ensemble le pays est indépendant. Cette



indépendance des tribus maures, nos républicains et pacifiques ministres veulent la détruire, comme ils ont détruit, il y a huit ans, l'indépendance des tribus rifaines : par les mitrailleuses, les canons et les bombes d'avion. Une différence pourtant : le Rio de Oro est grand une quinzaine de fois comme le Rif, et, au lieu d'être un pays méditerranéen, c'est un pays situé sous le Tropique.

C'est donc, pour la seconde fois, un gouvernement de « gauche », issu d'élections de « gauche », un gouvernement radical soutenu par le parti socialiste, qui va porter la guerre et l'invasion en pays étranger.

Est-ce là simple coïncidence ? — Qui le croirait ?

La raison pour laquelle nos gouvernements de cartel sont toujours les premiers à intensifier la guerre marocaine, est bien connue. La banque des partis de gauche, le grand groupe d'affaires qui les soutient de son énorme puissance financière, et qui, en revanche, réclame toutes les faveurs de l'Etat dès que ces partis sont au pouvoir, est la Banque de Paris et des Pays-Bas, la banque de Finaly. Par la banque d'Etat du Maroc, dont elle a le contrôle (banque dont les bénéfices, soit dit en passant, atteignent des chiffres astronomiques), et par les multiples autres affaires qu'elle y a créées, la Banque de Paris et des Pays-Bas domine entièrement le Maroc ; il n'y a pas un seul domaine de la vie économique marocaine où elle n'est largement intéressée, pas une affaire qui

ne lui rapporte gros si elle marche bien, et peut lui occasionner des pertes si elle marche mal.

Dès lors on conçoit combien il est de toute première importance pour elle que l'occupation française ne cesse point de s'étendre ; chaque nouveau territoire ouvert par les troupes françaises à la « civilisation » capitaliste devient une nouvelle source de profits pour la Banque de Paris. Et voilà pourquoi son commis Herriot est allé en Espagne !

Voilà pourquoi, aussi, le parti socialiste s'apprête sans doute, comme pour la guerre du Rif, à célébrer la guerre du Rio de Oro comme celle de la « civilisation » contre la « barbarie », et à continuer, pacifiquement, à faire confiance à Herriot le pacifique... pour faire la guerre.

Oui... mais la France a aussi sa Reichswehr

Donc Herriot, Paul-Boncour et l'Etat-major, sont partis en guerre contre la Reichswehr, et entendent lui substituer des milices. On connaît notre sentiment là-dessus, et nous n'avons pas l'intention d'en changer, malgré la sensation assez désagréable que procure le fait de se trouver, pour une fois, d'accord avec ces Messieurs.

Bien entendu, nous ne sommes point dupes des raisons qu'ils donnent, et nous savons parfaitement que si les milices — en Allemagne — ont trouvé tout à coup en eux de fermes partisans, c'est uniquement parce qu'ils croient en la justesse des doctrines militaires de Von Seckt, prévoyant que la guerre future sera une guerre extrêmement courte où la décision s'emportera non par la masse des gros bataillons, mais par la vertu des manœuvres foudroyantes de petites armées professionnelles, prêtes immédiatement et supérieurement entraînées.

Mais les intentions de nos ennemis nous importent peu ! Quel que soit le but poursuivi par nos ministres et notre Etat-major, la suppression de la Reichswehr n'en produirait pas moins en Allemagne ses effets politiques et sociaux, et c'est la seule chose qui importe !

Seulement, il n'y a pas qu'en Allemagne qu'il y a une Reichswehr, et les arguments que donne Herriot pour la suppression de la Reichswehr allemande, sont non moins valables pour la suppression de la, ou plutôt des *Reichswehr françaises.*

Car la France a, pour le moins, deux Reichswehr : l'une pour l'intérieur, l'autre pour ses colonies ; la première est la garde mobile, la seconde : la légion étrangère. Toutes deux sont recrutées par voie d'engagements volontaires de longue durée ; toutes deux sont composées de gens grassement payés, ou à qui il est impossible, pour une raison ou pour une autre, de vivre dans la vie civile ; ce sont des armées de mercenaires, des armées prétoriennes type. Ce qui est vrai pour la Reichswehr l'est également pour elles.

Si jamais le projet de désarmement Herriot-Paul-Boncour-Weygand prend corps, il faut qu'il comporte la suppression de la garde mobile et de la légion étrangère.

Le problème de la bureaucratie syndicale

S'il est un problème qui angoisse les militants soucieux de l'avenir du mouvement ouvrier, c'est bien celui de la bureaucratie syndicale. Aussi n'est-il point étonnant que la note parue ici même dans notre dernier numéro, ait provoqué chez les camarades des réactions immédiates et plus ou moins opposées. On trouvera à la rubrique Pour la Renaissance du Syndicalisme *deux articles, d'inspiration très différente, sur ce sujet. Tandis que Giauffret voit le remède, avec raison selon nous, dans une réforme des syndicats, les camarades Cello et Jolibois inclinent vers une doctrine qui a pris naissance, peu après la guerre, dans les pays à mouvements ouvriers étroitement social-démocrates, comme l'Allemagne et la Hollande : celle de la substitution aux syndicats de « Conseils ouvriers », ou, selon la nouvelle expression de nos camarades, de « Comités d'action ».*

Mais, ou bien ces comités d'action seront des organismes permanents, et alors, ce seront des syndicats, il n'y a qu'un changement de nom, — ou bien ce seront des organismes temporaires, purement d' « action », naissant avec l'éclosion d'un conflit et disparaissant avec lui, comme l'ancien « comité de grève » des époques où il n'y avait pas de syndicats, et dans ce cas il s'agit alors d'un organisme bien inférieur au syndicat au point de vue de la formation de la conscience de classe prolétarienne. Pour prendre réellement conscience d'elle-même, une classe a besoin d'être unie, non seulement dans l'espace, mais aussi et surtout dans le temps. C'est surtout dans les intervalles de paix relative qui s'écoulent entre les moments de lutte aiguë que la conscience de classe risque de s'émousser, si la classe n'est point intégrée dans des organes qui assurent sa défense quotidienne et lui rappellent par cela même qu'elle est d'une manière permanente une classe exploitée qui a besoin de se défendre d'une manière permanente. Une classe ne prend conscience d'elle-même qu'en ayant conscience qu'elle existe et agit d'une manière continue, et cette conscience, elle ne peut l'acquérir que par le moyen d'organismes eux-mêmes continus. Avec des organes épisodiques comme semblent devoir l'être les comités que nos camarades préconisent, la conscience de classe du prolétariat, ne serait plus elle-même qu'épisodique.

R. L.

LA RÉVOLUTION EN MARCHE

NOTES SUR L'ESPAGNE

Ayant passé moi-même une vingtaine de jours à Barcelone, Madrid et Saragosse, je voudrais confirmer, et sur quelques points compléter, les impressions de Leunois parues dans un récent numéro de la R. P., sur les forces ouvrières en Espagne.

Une République de policiers

Il est certain que, pour un Français, ce qui s'impose tout de suite en Espagne, c'est le nombre imposant de policiers. Depuis l'instant où, à Port-Bou, vous changez de train, jusqu'au moment où, à Cerbère, vous rentrez en France, il ne s'est pas passé un moment où vous ne voyiez des policiers; il y en a dans toutes les gares, si petites soient-elles, dans tous les wagons, à l'entrée de tous les monuments publics, postes, banques, préfectures, même musées !

Dès qu'il y a un petit évènement quelque part, on voit venir à cheval quelques gardes civils. Pendant mon séjour à Barcelone, les ouvrières d'une usine de textile se sont mises en grève. Tous les jours, on pouvait voir à l'entrée de l'usine un groupe d'ouvrières et 4 gardes civils à cheval, et des groupes analogues à tous les croisements de rue aux environs de l'usine.

J'ai voulu aller à Barcelone à un meeting organisé par la Confédération Nationale du Travail (C. N. T.) pour protester contre la loi du 8 avril (1). Je m'y suis présenté environ une heure après l'ouverture. Des cordons de gardes d'assaut barraient toutes les rues qui mènent au local, et m'ont formellement intimé l'ordre de n'y pas circuler, de sorte que je n'ai pu suivre que de loin les phases du meeting. Il semble que la police soit maîtresse absolue en Espagne.

Pas de politique !

Une deuxième remarque est relative à l'intérêt que portent tous les ouvriers à la question sociale. Où qu'on aille, on entend toujours parler de syndicat, d'action syndicale, de conflits ouvriers. En prenant le train, à Port-Bou, j'ai vu le mécanicien assis sur sa machine et lisant « Solidaridad Obrera » (2). En arrivant à Madrid, de même ; en repartant par Cerbère, de même. Dans le train on lit la « Soli » et on discute ses articles — on discutait aussi du Statut Catalan, pendant que j'y étais.

A la gare de Saragosse, le portier qui m'a conduit à l'hôtel avait la « Soli » dans sa poche et dès que je lui ai parlé syndicat, il a interrompu son discours touristique pour me renseigner sur la vie syndicale.

(1) Cette loi est la loi destructrice de la liberté syndicale, qui institue l'arbitrage obligatoire (arbitrage rendu par un tribunal où les ouvriers sont en minorité) et déclare illégaux les syndicats qui ne s'y soumettront pas.

(2) Le journal de la C.N.T.

Assurément, en France, beaucoup d'ouvriers lisent leurs journaux corporatifs, mais ils ne semblent pas s'intéresser à leur mouvement et surtout, ils donnent fréquemment à leurs discussions une tournure politique qu'on chercherait en vain en Espagne, même chez certains syndiqués de l'Union Générale des Travailleurs (U.G.T.) (3).

Et c'est là une tendance bien caractéristique et bien frappante du mouvement ouvrier en Espagne. **Il est indépendant de toute politique ; il est en dehors de toute politique.**

J'entends dire par là que les ouvriers eux-mêmes se soucient peu de tout ce qui est « combinaison politique », de tout ce qui peut ressembler chez nous aux distinctions entre « droite » et « gauche ». Ils s'intéressent surtout aux questions corporatives ou sociales — et ceci est vrai, pour tous les ouvriers, même pour beaucoup de membres de l'U.G.T.

Pour la C. N. T. cette façon de voir est indiquée nettement dans les statuts eux-mêmes. Nul ne peut être membre de la C. N. T. s'il accepte une charge politique. La C. N. T. est en train, en ce moment, de boycotter les élections catalanes et la « Soli » prévoit que 100.000 ouvriers ne voteront pas, à Barcelone.

Le camarade Gonzales me disait qu'à Cuenca (4), lors des récentes élections municipales, les syndiqués de la C. N. T. n'ont pas pris part au vote ; leur abstention a été suivie par un certain nombre de camarades de l'U. G. T. Conséquence : la municipalité de Cuenca est royaliste. Il y a là un moyen d'action du prolétariat espagnol, qui a tendance à se généraliser en ce moment, et qui est fort surprenant pour un confédéré — ou même un unitaire moyen — de France.

La situation de la C. N. T.

D'ailleurs, il semble que cette tactique de **non participation** à quelqu'acte politique que ce soit, rencontre dans la C. N. T. même, une certaine opposition.

Quelques ouvriers — et Pestaña lui-même — m'ont dit avoir été déçus par l'attitude de la C. N. T. envers la République. Il y a un an, les ouvriers presque tous avaient confiance que la République leur apporterait des réformes sérieuses. Et, en fait, le gouvernement de la République a demandé l'opinion de la C. N. T. pour l'élaboration des lois sociales et de la loi de réforme agraire.

Certains éléments ouvriers pensent que ces lois auraient pu être beaucoup plus profitables à la classe ouvrière, si la C. N. T. avait, à ce moment, donné son point de vue. Ils pensent qu'on pourrait — sans

(3) L'organisation syndicale réformiste, liée au parti socialiste.

(4) Chef-lieu de province, dans le centre de l'Espagne, entre Madrid et Valence.

tomber dans l'excès d'une collaboration continuelle à la manière de la C. G. T. française — utiliser l'enthousiasme populaire qu'a créé l'avènement de la République pour arracher au gouvernement des lois permettant plus de liberté et plus de bien-être pour l'ensemble des ouvriers.

Mais assurément, cet enthousiasme est en train de tomber. La République a apporté aux ouvriers la loi de défense (5), la loi du 8 avril, et la réforme agraire, toutes choses qui ne sont pas faites pour susciter l'enthousiasme. Seulement il est à craindre que, pour certains, la C. N. T. en soit en partie responsable.

Ce sentiment semble localisé à Barcelone ; à Madrid, on ne sent aucune opposition à l'intérieur de la C. N. T.

De même, à Barcelone, où il y a un nombre important de chômeurs, beaucoup de camarades m'ont dit être lassés par les grèves continuelles organisées par la C.N.T. Pestaña lui-même trouve qu'on fait trop de petites grèves. Et pourtant il y a des cas où on est bien obligé de se défendre. Par contre, à Madrid, on considère ces grèves comme une gymnastique. « Il faut être fort au moment décisif. On ne peut être fort que si on suit un bon entraînement ! » — A condition toutefois que cet entraînement ne devienne pas du surmenage !

En tous cas, il semble bien que la C. N. T. conserve toute sa force et tout son prestige auprès des masses ouvrières. Les meetings de protestation contre la loi du 8 avril qu'elle organise dans toute l'Espagne ont partout un gros succès. Ils entraînent à l'action, même certains syndiqués de l'U. G. T. Et cette loi, dont l'application a été reculée du 1er septembre au 15 septembre, en fait n'est pas encore appliquée.

Au premier camarade que j'ai rencontré à Madrid, j'ai posé la question : « Que faites-vous ici contre la loi du 8 avril ? » Sa réponse a été immédiate : « Si on appliquait cette loi aujourd'hui, demain la révolution éclaterait à Madrid. »

Néanmoins, on craint que, petit à petit, à l'occasion de manifestations ou de grèves, on ne ferme, l'un après l'autre, les syndicats qui ne se seront pas soumis à la loi. Dès maintenant, je crois qu'on se prépare contre une telle éventualité.

A Barcelone, le camarade Leunois a mis en évidence les forces relatives de la C.N.T., de la Fédération Anarchiste Ibérique (F. A. I.) et du Bloc Ouvrier-Paysan (Maurin).

A Madrid n'existent que la C.N.T. et l'U.G.T. Cette dernière comprend notablement plus d'adhérents que la C.N.T. (20.000 à la C.N.T. et 60.000 environ à l'U.G.T.), mais sous l'influence anarchiste, et en raison même de l'intransigeance politique de la F.A.I., l'organisation socialiste devient moins réformiste. Quelques-uns de ses syndicats l'ont quittée pour aller à la C.N.T. Les autres ont obtenu du Groupe Socialiste de Madrid le vote d'une motion demandant que les parlementaires socialistes cessent leur collaboration au Pouvoir, et leur exemple a été suivi par plusieurs villes de province.

(5) La loi qui a permis de déporter au Sahara, sans jugement, les militants ouvriers de Barcelone.

Le chômage qui est assez intense à Madrid gêne le recrutement de la C.N.T.

Les syndicats de l'U.G.T. reçoivent des subsides du gouvernement qui leur permettent de verser une allocation à leurs chômeurs. A la C.N.T. où on ne veut rien accepter du gouvernement, ni de la municipalité — pas même le local des syndicats qui est payé par les syndiqués eux-mêmes — il n'y a pas d'indemnité de chômage.

Voici comment les camarades de la C.N.T. luttent contre le chômage. Ils vont vérifier sur les chantiers le nombre des ouvriers. Quand ils estiment que ce nombre n'est pas suffisant, ils envoient quelques compagnons qui se mettent au travail avec les autres sans rien dire au patron. Le plus souvent le patron leur paye leur salaire. Quand il refuse de les embaucher, il est obligé de faire appel aux gardes civils, ce qui provoque souvent une grève.

Il est remarquable de voir l'enthousiasme des militants. Les maisons des syndicats sont toujours pleines. On ne peut pas s'empêcher de faire la comparaison entre les Bourses du Travail de France, où on ne voit des militants qu'à l'occasion de réunions ou de meetings, et les Maisons des Syndicats en Espagne qui sont vraiment les maisons des syndiqués. Après les heures de travail, tous viennent y faire un tour, pour prendre contact avec les camarades, discuter avec eux, lire les journaux, les livres, etc.

La question cruciale : la question agraire

La grosse question sociale en ce moment c'est la question agraire. Tous les militants le savent. Tous s'y intéressent. Beaucoup vont faire des tournées de propagande et semblent particulièremnt bien renseignés sur les problèmes qu'ils pensent avoir à résoudre sous peu.

Pour ce qui est de la réforme agraire votée par les Cortès, personne ne croit à son efficacité. Ceux des grands propriétaires qui devaient être expropriés sans indemnité n'ont déjà plus de propriétés, paraît-il ! Ils les ont passées à d'autres. Quant à ceux à qui l'on donnera une indemnité, on ne voit pas bien encore comment on pourrait la payer. L'Etat parlait récemment d'émettre un emprunt. Mais qui y souscrirait en Espagne ? Pas les ouvriers à coup sûr, ni les gros capitalistes, plutôt hostiles à la réforme. Et comme il y a peu de petits bourgeois, on ne sait pas si l'emprunt serait couvert. Je me suis laissé dire que le voyage d'Herriot en Espagne ne serait pas étranger à ces difficultés.

Bien entendu la C.N.T. a un plan de réforme agraire — ou plus exactement est en train d'élaborer un plan dont on a maintenant les grandes lignes et qui distingue entre les provinces où les paysans possèdent déjà leurs terres et celles où il n'y a que des ouvriers agricoles au service des grands propriétaires. En gros, les premières sont sur le littoral et au nord, les autres sont au centre et au sud.

Pour les provinces du nord, à petite propriété, plusieurs camarades, dont Pestaña, revenant de tournée de propagande chez les paysans, n'ont fait que me confirmer le point de vue de P. Ganivet dans sa brochure « L'Espagne au tournant ».

Dans ces régions, où l'on se trouve devant une

poussière de petites propriétés, il est illusoire de parler du partage des terres. Il faudrait plutôt — et on y a songé — « concentrer » les petites parcelles pour en former de plus grandes où l'on pourrait avec profit utiliser des machines et des engrais. Mais il se pose là une question tout à fait particulière à ces provinces : **le manque de voies de communication.**

Il y a des villes, et à plus forte raison, des villages, qui sont pratiquement fermés à tout échange extérieur. Pestaña me citait le cas d'une ville de 2.000 habitants où n'arrive ni un chemin de fer, ni une route. On y accède par un sentier, en pleins champs, de plusieurs kilomètres de long. Il a vu, dans cette ville, les paysans travailler leur terre sans instrument, piochant et labourant avec un pieu de bois...

Et j'ai vu moi-même, à 20 kilomètres de Madrid, dans la campagne, des paysans labourant avec une araire archaïque formée d'un soc en bois attaché à un timon.

Il y a deux raisons à cette pénurie d'instruments de travail. D'abord la difficulté qu'aurait le paysan à en amortir le prix d'achat. Ce ne serait peut-être pas un obstacle insurmontable dans une République socialiste.

Ensuite, la difficulté qu'il y a à en assurer le transport. C'est sur ce point, m'a dit Pestaña, que l'effort de la C.N.T. devrait tout de suite se porter, le cas échéant. Pour lui, la question agraire se réduit presque exclusivement à la question des transports, pour le moment du moins. Il estime qu'il sera bien plus facile d'assurer la concentration des petites propriétés et leur mise en valeur rationnelle quand elles seront reliées par routes et chemins de fer au reste du pays.

Pour les provinces du centre et du sud, le problème se pose d'une toute autre façon. Là, il n'y a plus de propriété parcellaire. Les paysans sont tous des ouvriers agricoles, et travaillent pour le propriétaire — ou le gérant, car le propriétaire est rarement sur ses terres.

La grande propriété qui seule se prête à une culture collective existe. Le problème actuellement consiste d'abord à la conserver.

On craint en effet que les nouvelles mesures agraires aient pour but de constituer une classe de petits propriétaires, de « paysans », qui même pauvres s'opposeraient de par leur nature économique aux « ouvriers agricoles » et empêcheraient toute collaboration efficace entre le prolétariat des villes et celui des campagnes.

La C.N.T. fait un gros effort auprès de ce dernier pour qu'il voie l'écueil et ne s'y laisse pas entraîner. Déjà on a pu enregistrer quelques résultats. Gonzalès me disait que dans deux communes de Caceres (6), on a voulu partager les terres confisquées. Les paysans réunis à l'Ayuntamiento ont refusé le partage, et ont décidé que ces terres resteraient terres communales et seraient cultivées en commun.

Dans trois autres communes, les paysans n'ont pas attendu la confiscation officielle. Ils sont allés d'eux-mêmes travailler les terres seigneuriales, depuis l'été de 1930. Et quand la garde civile est venue faire son enquête, il lui a été répondu que la commune en avait décidé ainsi, qu'elle seule s'était appropriée les terres et qu'elle seule disposait de la récolte. On n'a rien pu faire contre la commune.

Enfin il me citait l'épisode suivant qui semble bien illustrer l'esprit collectiviste des paysans.

Toujours dans une commune de Caceres le gérant a refusé d'embaucher les ouvriers pour la moisson, prétextant qu'ils avaient pris part à un mouvement syndicaliste pour l'expropriation des terres.

Les paysans se sont rendus quand même, avec leurs femmes et leurs enfants — tout le village — au lieu de travail et ont moissonné et battu le blé !

Au moment de toucher leur salaire, le gérant refuse de payer : « Je ne vous ai pas dit de faire le travail, je n'ai rien à vous payer ». Le soir, ils se sont rendus au magasin à blé, et ayant calculé la part de chacun, se sont payés en nature.

Quand la garde civile est arrivée pour leur faire rendre le blé, elle n'a pu arrêter personne. Tout le blé était à la Mairie : la commune seule en était propriétaire.

Beaucoup de paysans sont à l'U.G.T., mais ils viennent tous aux réunions organisées par la C.N.T., et la politique même de l'U.G.T. est favorable à la C.N.T. Gonzalès m'expliquait cela et espérait avoir une majorité de paysans dans les syndicats anarchistes après l'hiver.

L'action des socialistes au parlement s'est traduite par une augmentation des salaires agricoles qui étaient d'ailleurs extrêmement bas. Les propriétaires moyens et les gérants qui ont dû débourser plus qu'à l'ordinaire se sont trouvés gênés à la fin de la saison, et ont décidé de donner moins de travail à leurs ouvriers, et même pas du tout dans certaines communes, préférant laisser des terres en friches plutôt que de payer de « hauts salaires ». Le mécontentement qu'ont provoqué ces mesures chez les ouvriers agricoles va croissant et les propagandistes de la C.N.T. l'exploitent pour amener les paysans dans leurs syndicats.

Cette propagande doit toucher environ 4.000.000 de paysans.

***

Il faut conclure, et ce n'est pas une tâche facile.

Si les ouvriers, après une période d'enthousiasme, restent encore fortement attachés à la République, leur confiance dans la C.N.T. va en grandissant, et la C.N.T. semble pouvoir imposer avec de plus en plus de force ses méthodes anarcho-syndicalistes apolitiques.

Mais je crois que le fait qui domine actuellement la vie sociale en Espagne, c'est la lutte pour les paysans. Bourgeois et ouvriers cherchent à se concilier les paysans qui restent l'énigme du problème espagnol. Accepteront-ils le partage des terres, deviendront-ils petits propriétaires comme le voudraient les Républicains, ou subiront-ils l'influence anarchiste, faisant cause commune avec leurs camarades des villes, et refusant les terres autrement que pour y instaurer une économie socialiste ?

Sauront-ils exiger la socialisation des terres au moment où les ouvriers exigeront la socialisation des moyens de la production industrielle ?

JEAN-JACQUES.

---

(6) Province de l'Estremadure, dans la moitié sud de l'Espagne et près de la frontière du Portugal.

Parmi nos Lettres

Réservé aux prolétaires

A propos de l'article sur la grève des Messageries Maritimes, paru dans notre dernier numéro, un camarade nous écrit :

Votre collaborateur a bien mis en évidence le magnifique geste de solidarité accompli par les marins des lignes de la Méditerranée, se mettant en grève bien que non touchés par la suppression de la prime d'abondement, mais il a oublié de mettre en opposition l'attitude des états-majors — prompts cependant à se mettre en grève lorsque leurs intérêts personnels sont en jeu — qui refusèrent de se solidariser avec les grévistes, parce que, pour eux, la prime d'abondement a déjà été remplacée par une prime au long cours.

Evidemment, ce ne sont pas les petits bourgeois qui vont se battre uniquement par solidarité. Ceci est réservé aux prolétaires authentiques.

La conclusion à tirer du cas Celor

L'exclusion de Celor, grand chef du parti communiste et policier (c'est le combien qui est dans le cas ?) provoque, de la part d'un de nos abonnés, les réflexions suivantes :

Voici donc Celor exclu du Parti pour appartenance à la police depuis 1925. Doriot, Cachin, Thorez répandent des colonnes massives sur la question : « Voyez comme notre parti est beau, s'écrient-ils. Seul il chasse les traîtres de ses rangs ! Seul, il démasque les Jany, les Celor, les Joubert ! » (Pardon : au moins pour ce dernier, nul ne l'a démasqué. Il a tranquillement démoli le communisme en Algérie, puis tranquillement envoyé aux travaux forcés des centaines d'annamites, tranquillement enfin foutu le camp avec la caisse de la commission coloniale, 40.000 fr. Et maintenant ce « démasqué » se prélasse dans une situation bourgeoise en toute tranquillité !)

Donc les leaders du parti croient malin d'appuyer sur l'exclusion de Celor. Ils espèrent ainsi prouver la sincérité foncière du parti, prouver que la trahison n'est qu'un accident. Cepndant — et c'est la seule chose qui pourrait faire renaître la confiance — ils oublient de tirer des conclusions politiques de leur découverte. Comment ! ils découvrent que Celor est de la police depuis 7 ans et que cet agent du ministère de l'intérieur dirige le parti depuis cinq ans au moins — et ils ne se donnent même pas la peine d'examiner la façon dont le parti a été conduit depuis lors !

C'est pendant ces derniers cinq ans, dirigé par la bourgeoisie, que le parti s'est radicalement coupé des masses. Et ces cinq ans s'illustrent par la « troisième période », l' « essor révolutionnaire », la « guerre imminente », les « journées rouges » (1er août, 6 mars), les élections « classe contre classe », le « rôle dirigeant » du parti, la « politisation des grèves », l' « unité dans la C.G.T.U. », l'appel aux inorganisés dans les congrès, les « comités de front unique », et l' « indépendance de l'Algérie ».

Pour les Doriot et Thorez, cette si catastrophique tactique et le fait que le parti était dirigé par la bourgeoisie n'ont rien à voir ensemble. N'est-ce pas le meilleur indice qu'ils veulent continuer ?

Les tentatives d'embourgeoisement des instituteurs.

Un instituteur nous écrit :

Suivez-vous l'attaque de de Monzie contre nos écoles normales? Drôle de concert pour que nous passions par le lycée. C'est la lutte contre l'esprit de classe, — pourtant bien faible encore des instituteurs. Ah! si l'on pouvait mettre à l'école des bacheliers ès lettres et ès latin pour persuader parents et élèves de la supériorité de la bourgeoisie! Il faut suivre cette attaque.

Voilà à quoi aboutissent les campagnes pour l'école unique, pour l'école au-dessus des classes.

Le chassé-croisé entre fascistes et communistes

Une lettre d'un camarade séjournant à Dusseldorf confirme les très nombreux passages qui s'opèrent du parti national-socialiste allemand au parti communiste et vice-versa.

On peut lire ou entendre dire ici et là que des centaines de nationaux-socialistes vont chez les communistes, ou inversement. Je pense qu'à l'avenir beaucoup encore de nationaux-socialistes désillusionnés par l'hésitation de Hitler trouveront (ou retrouveront) le chemin des communistes. C'est incroyable combien de communistes sont allés chez les fascistes : ces éléments sont ceux qui espéraient, en cas de victoire des communistes, faire leurs propres affaires ; maintenant ils attendent cela de Hitler ; et ensuite ils retourneront chez les communistes. La fluctuation dans ces partis extrémistes est toujours très grande, et je ne voudrais pas être dans la peau des chefs de ces partis ; ils ne peuvent, d'un jour à l'autre, compter sur leurs adhérents, mais si on songe aux fréquents changements de tactique et d'ordres, cela n'a rien d'étonnant.

Vers la conquête du Yunnam et de la Chine du Sud ?

Un camarade nous adresse une intéressante citation :

En lisant dans la R. P. du 10 octobre la note relative aux visées de l'impérialisme français sur le Yunnam, je me suis rappelé avoir lu, dans un ouvrage de Henri Maspero (ancien résident en Indochine), intitulé La Chine *et paru en 1925, les lignes de conclusion suivantes, dans lesquelles les desseins de conquête sont très clairement et cyniquement avoués :*

Quoi qu'il en soit de l'avenir de la Chine, la France ne peut s'en désintéresser. Respectueuse du principe des nationalités dont elle s'est faite depuis de nombreuses années le champion du monde, elle doit contribuer de tout son pouvoir à aider la Chine à établir son unité et constituer son indépendance nationale sur des bases fortes et durables.

Mais si la Chine se révèle incapable de constituer cette unité sans laquelle elle ne saurait acquérir la puissance nécessaire à la sauvegarde de son indépendance ; si l'anarchie s'y révèle chaque jour plus incapable, dangereuse pour ses voisins au même titre que pour elle-même, la France se verrait contrainte d'intervenir pour la sauvegarde de ses intérêts généraux considérables en Extrême-Orient, et la sécurité de sa grande colonie indo-chinoise.

Nous ne pourrions admettre en effet que les *provinces chinoises limitrophes du Tonkin*, Kouang-toung, Kouang-si *et* Yun-nam, ni l'île de Haïnan, qui commande le golfe du Tonkin, tombent aux mains d'une puissance étrangère, quelle soit-elle. Et ce, non seulement pour des raisons de sécurité résultant de leur voisinage immédiat avec notre Empire indochinois, *mais encore parce que nous y possédons des intérêts commerciaux et industriels chaque jour plus importants.* Le jour par conséquent où la Chine ne serait plus capable de respecter ni faire respecter ses engagements, ni de s'opposer au morcellement de son territoire, c'est à *nous seuls que devrait incomber le soin de ramener l'ordre et la sécurité dans ces régions qui sont en fait, d'ores et déjà, dans notre « zône d'influence ».*

Si ces provinces — c'est une hypothèse aussi vraisemblable que la première — se séparaient un jour de la Chine ; si, trop faibles pour assurer leur existence et trouver les capitaux et les ressources nécessaires à leur organisation et à leur développement, elles cherchaient un protecteur qui les leur fournisse, nous ne pourrions admettre que le soin de ce protectorat incombât à nul autre que nous. Sans négliger par conséquent nos intérêts dans la Chine du Nord et d'une façon générale sur le territoire de la République Chinoise, *c'est sur la Chine Coloniale que doit se porter tout spécialement notre attention.*

(*La Chine*, tome II, pages 241-242,
Delagrave, éditeur).

Pacifisme et antipatriotisme

Le camarade Girodier nous écrit :

Je ne partage peut-être pas entièrement la manière de voir de Louzon sur les associations anti-guerrières, ou alors j'ai mal interprété ses écrits. Il semble voir d'un œil au moins indifférent le mouvement pacifiste.

Je pense qu'il peut être intéressant au contraire de le suivre attentivement et même d'y participer ; à mon avis, nous avons fort à faire dans ce mouvement, mais à la condition d'abord de s'en servir pour attaquer vivement et énergiquement le virus patriotard. Faire de l'antibellicisme en conservant et en respectant le mythe odieux de la Patrie, c'est tout comme faire du syndicalisme chrétien. Faire du pacifisme sans mettre en question la Patrie me paraît impossible ; le pacifisme tel que je le conçois veut être internationaliste et notre action dans le mouvement se rattache ainsi à tout notre programme de lutte de classes puisque c'est un moyen pour nous de dire aux foules que nos ennemis ne sont pas de l'autre côté de la frontière, mais partout où se trouve un capitaliste, un tenant du régime bourgeois.

Inutile de dire que je suis tout à fait d'accord avec Girodier sur la nécessité de l'anti-patriotisme, mais c'est précisément pour cela que je suis adversaire de la participation aux mouvements pacifistes. Ceux-ci en effet tendent à noyer l'internationalisme prolétarien, l'anti-patriotisme fondé sur la rupture de toute solidarité entre le prolétariat et sa bourgeoisie, dans une réprobation générale de la violence.

« Guerre à toute guerre, à la civile comme à l'intérieure, à la capitaliste comme à la révolutionnaire ! » telle est l'excellente définition du pacifisme qu'a donnée Victor Basch dans son message au Congrès d'Amsterdam. Eh bien ! l'anti-patriotisme n'a rien de commun avec ce pacifisme. Nous sommes contre la mise au service du capitalisme, de la force et de la violence ouvrières, mais non contre l'emploi de sa force et de sa violence par la classe ouvrière pour son propre intérêt. Le développement d'une mentalité « pacifiste », d'une condamnation générale de la violence par la classe ouvrière serait ce qui pourrait lui arriver de pire, ce qui retarderait indéfiniment son émancipation, et la livrerait dès maintenant, pieds et poings liés, comme un mouton bêlant, aux violences les plus extrêmes de ses exploiteurs.

Entre le pacifiste qui condamne la violence, et le révolutionnaire qui a toujours vu en elle la source du progrès — la violence accoucheuse des sociétés (Marx), fondatrice du droit (Proudhon), condition nécessaire au développement de la conscience de classe (Sorel) — qu'y a-t-il de commun ? quelle base peut-il y avoir pour une propagande commune ?

Contre la patrie : d'accord ! archi d'accord ! mais, conformément à toute la tradition révolutionnaire, pour « le son du canon », et pour « la chaussette à clous » ! — R. L.

Le pacifisme au-dessus des classes ?

En réponse à une lettre parue dans notre avant-dernier numéro, nous avons reçu du camarade Lemédioni, d'Alger, les précisions et explications suivantes concernant son intervention à la grande réunion publique de la Ligue des combattants de la Paix, à l'Opéra d'Alger, pour empêcher la lecture d'une motion sur Rambaud et Legay.

A la réunion publique donné à l'Opéra par la Ligue Internationale des Combattants de la Paix, contre la guerre et où Marcelle Capy fit un beau discours contre les munitionnaires et les puissances d'argent, en fin de séance, alors qu'il était midi, et que nous devions remettre la salle à la disposition de ceux qui nous l'avaient louée, Pinty remit à Girodier qui présidait, une résolution en faveur d'Henri Legay et Rambaud. Etant assesseur à cette réunion, Girodier me communiquait ces résolutions. J'estimai, quant à moi, qu'il était beaucoup trop tard pour que l'on puisse fournir des explications complètes sur ces deux affaires ; j'invoquais, d'autre part, une résolution du Conseil d'Administration de notre section de la Ligue, aux termes de laquelle, seuls les orateurs désignés devaient prendre la parole, au nom de notre organisation : je demandai donc à Girodier d'inviter Pinty à renoncer pour l'instant à ses résolutions et de les soumettre à notre Conseil d'Administration qui les examinerait. Pinty pouvait le faire, étant membre de notre Ligue. Girodier a préféré laisser ce camarade dire quelques mots sur cette affaire.

Mais j'affirme que, contrairement à ce que dit votre correspondant, Marcelle Capy n'est pas intervenue pour empêcher Pinty de parler ; elle n'avait pas à le faire, n'ayant pas été consultée. Je dois dire que Marcelle Capy nous a déclaré, par la suite, que si Pinty le lui avait demandé au début de la réunion, elle n'aurait pas manqué d'en parler au cours de son exposé, en apportant toutes les précisions que comportaient ces affaires.

Votre camarade d'Alger laisse entendre que notre ligne étant « hétérogène », nous n'avons pas voulu que l'on mette au courant les auditeurs des cas Legay et Rambaud « pour ne pas effaroucher les adhérents timorés ». C'est absolument faux.

La preuve en est, que quelques jours après la réunion de Marcelle Capy, ayant un dossier complet de l'affaire Legay, la section d'Alger, a, sur mon initiative chargé son Conseil d'Administration de convoquer toutes les organisations politiques, syndicales et pacifistes en vue de mener une campagne d'agitation contre le non-lieu scandaleux, accordé aux policiers assassins de Legay. La Patrie Humaine n'a pas cessé, elle aussi, de consacrer de longs articles à cette affaire et de protester avec force contre cet abus d'autorité.

La Ligue des Combattants de la Paix ne craint pas d'effaroucher ses adhérents, en leur parlant de l'objection de conscience. Notre président Georges Pioch a témoigné dans les affaires Rambaud, Bauche, Odéon, etc. Ces trois objecteurs appartiennent d'ailleurs à notre Ligue, qui comprend des hommes comme Gustave Dupin et Félicien Challaye, qui, sur cette question, apportent les solutions les plus extrêmes.

La section d'Alger vient de faire tirer 5.000 tracts de l'article de La Fouchardière sur l'affaire Simoëns, et sur l'objection de conscience.

Je dois ajouter que notre Ligue « hétérogène » est la seule qui ait joint sa protestation à celle des organisations syndicales en faveur de l'amnistie pour les fondateurs de la C. G. T. tunisienne. Notre président, Georges Pioch, va en saisir le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, et nous pensons bien, avec votre concours, obtenir enfin satisfaction.

Notre enquête sur la semaine de 40 heures

On se rappelle que nous avions, en mai dernier, ouvert une enquête sur la semaine de 40 heures. Le départ de Guérin pour l'Allemagne l'avait mise en sommeil, mais maintenant que Guérin est de retour il compte prochainement analyser les réponses reçues et conclure.

Si donc vous n'avez pas encore donné votre avis, empressez-vous de l'adresser à la « Révolution Prolétarienne », 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

L'ECOLE ET LE PROLÉTARIAT

Importance Sociale de l'Ecole

Si les prolétaires pouvaient douter de l'importance sociale de l'école, ils n'auraient qu'à regarder autour d'eux et loin d'eux, dans le passé et dans le présent, ces luttes qui se sont livrées et se livrent encore pour l'enseignement des enfants.

Les luttes pour l'école

L'Eglise, riche de son expérience séculaire, n'ignore pas quelle puissance de domination est l'enjeu de ces luttes.

La laïcité de l'Ecole n'a pas été obtenue sans combat en France, et l'Eglise catholique n'a jamais renoncé à reconquérir ce qu'elle avait perdu, usant tantôt de la lutte directe (ses écoles dites libres), tantôt de la lutte indirecte (l'infiltration des Davidées dans l'enseignement public, etc.).

L'Eglise « revendique toujours le droit d'enseigner toutes les nations, selon l'ordre qu'elle a reçu du Christ, et n'admet point comme un fait normal la fréquentation par ses enfants des écoles mixtes ou neutres » (1).

Dans les lignes récentes que nous venons de citer, et dans la suite de son écrit, le professeur catholique fait allusion ou rappelle l'Encyclique de Pie XI sur l'éducation (11 janvier 1930). Cette Encyclique était moins dirigée contre l'enseignement laïque français que contre l'enseignement italien et fasciste.

C'est qu'en effet, en Italie, Mussolini n'ignore pas l'importance de l'enseignement. M. Renda, interprète de la pédagogie officielle, considère l'école comme une « fabrique de fascistes », l'enfance n'étant pour lui qu'un matériel « plastique », et partant très important, devant servir à bâtir l'édifice « national ».

Un décret du 9 janvier 1927 donne à l'Œuvre nationale Balilla le monopole de l'éducation enfantine italienne. Dans une allocution du 26 mars 1928, le pape proteste contre le dessein « de monopoliser en faveur de l'Etat l'éducation non seulement physique, mais encore spirituelle et morale de la jeunesse ». Ce dessein fut précisé dans une loi qui décidait la préparation d'un « livre unique d'Etat » dans lequel seront développés les programmes en vigueur pour toutes les matières dont l'usage est obligatoirement prescrit dans l'enseignement privé comme dans l'enseignement public.

La lutte entre la Papauté et le fascisme mussolinien se continue, tantôt occulte, tantôt ouverte, et il ne peut pas en être autrement car la puissance de l'Eglise ne repose que sur l'emprise qu'elle a sur la jeunesse.

Sur la jeunesse plutôt que sur l'enfance car, ainsi qu'on le fait remarquer dans les « Annales de l'Enfance » (nov. 1929) : « Il faut constater que ce qu'on appelle le bourrage de crânes suppose un certain niveau de développement intellectuel, faute de quoi tous les efforts resteraient vains. Ceux qui connaissent l'histoire de la pédagogie savent bien que les jésuites, grands connaisseurs et capteurs d'âmes, confiaient à des instituteurs qui n'appartenaient pas à leur ordre les classes inférieures, et se réservaient à eux-mêmes l'enseignement dans les classes supérieures ».

Ajoutons que c'est encore ainsi qu'agit l'Eglise et sachons profiter de la leçon.

La Papauté n'est pas seulement soucieuse du fait du fascisme ; le bolchevisme russe est pour elle aussi un adversaire. « L'éducation, constate Washburne, est une chose trop importante dans la construction de l'édifice social russe pour être en dehors du contrôle de l'Etat ». « Il n'y a donc par conséquent aucune école privée ou religieuse » « ... l'ennemi c'est le capitalisme partout où il peut se trouver et c'est aussi l'Eglise parce qu'au cours des âges l'Eglise s'est souvent alliée au capitalisme des exploitants ».

Les exploitants d'ailleurs songent à se défendre par leurs propres moyens. En 1927, l' « Union des Intérêts Economiques » ouvrait un concours entre les instituteurs, qui n'était qu'une amorce à un second concours ayant pour but la préparation d'un livre de lecture pour les écoliers, livre qui devait moins servir à apprendre à lire qu'à propager dans le peuple les idées chères aux dirigeants de l'Union. De son côté, le « Redressement français » a consacré plusieurs de ses cahiers aux questions d'éducation et d'enseignement et son action, qui a entre autres buts la collaboration de l'école, de l'Eglise et de la famille, quoique moins bruyante, n'est certes pas négligeable.

Depuis la guerre, l'enseignement technique s'est développé dans la plupart des pays européens, surtout sous l'influence des milieux commerciaux et industriels.

Et le prolétariat ? Le prolétariat est le dernier venu dans la lutte pour l'Ecole ; la C.G.T. a fait peu de chose ; la C.G.T.U. bien moins encore. Il est vrai que de nombreux militants de ce dernier groupement sont convaincus de l'impuissance de l'Ecole dans le régime actuel. C'est là une conviction paresseuse et néfaste dont nous devons d'abord prouver l'erreur à l'aide de quelques constatations et réflexions concernant la marche du progrès.

Evolution et Révolution

Je n'apprendrai rien aux lecteurs de la « R. P. » si je leur dis que le progrès procède par évolution et révolution. Entre ces deux mots, la science, disait Elisée Reclus, ne voit aucune opposition.

Dès que l'on parle d'évolution on est amené à

(1) J. Jaouen.

penser tout à la fois aux réformes et à l'éducation, et à prendre parti entre deux tendances. Les partisans du progrès se placent en effet à deux points de vue différents ; les uns disent : modifiez le milieu social d'abord et cette modification fera naître des hommes nouveaux ; les autres affirment : une société nouvelle ne peut être l'œuvre que d'individus suffisamment éduqués.

Nous ne méconnaissons ni l'importance de l'éducation ni celle des réformes, mais il nous faut bien constater que l'évolution ne prépare qu'indirectement la révolution, qu'elle aboutit toujours à une impasse, qu'il arrive un moment où il n'y a plus de possibilités de progrès sans révolution.

En veut-on quelques exemples : « Nos ancêtres, dit Yves Delage, faisaient de la télégraphie par des mouvements de bras visibles à quelques centaines de mètres. Chappe part de ce procédé pour le perfectionner, et aboutit à son télégraphe qui étend à quelques kilomètres la portée de ce procédé ; mais c'est un cul-de-sac, et jamais par de tels moyens on n'eût franchi l'Atlantique. Si on l'a franchi, c'est grâce à un certain Volta... et à un certain Galvani... » Ce n'est pas par évolution, mais par révolution.

Autre exemple, que nous empruntons à Louzon : ce n'est pas une civilisation hautement perfectionnée qui, par un perfectionnement de plus, donne naissance à un monde nouveau ; c'est une civilisation beaucoup plus primitive, beaucoup moins évoluée où le progrès se développe dans une toute autre direction.

Revenons-en à l'Ecole. Nous voyons actuellement des pays qui étaient à l'arrière-garde du progrès pédagogique, la Turquie, la Chine, certaines républiques américaines, la Russie, etc., procéder révolutionnairement et nous dépasser en adoptant l'Ecole active. Les pédagogues français eux emploient rarement cette expression et confondent le plus souvent « école active » et « méthodes actives ». Or ces dernières « tiennent compte du cadre actuel des lois scolaires » tandis que l' « Ecole active » exige une véritable révolution pédagogique, une révolution d'autant plus difficile en France que nous avons de vieilles bâtisses, un vieux matériel, de vieux livres, de vieilles traditions et que nous voulons bien aménager tout ça, mais non les démolir pour refaire du neuf. On ne se méprendra pas sur le sens que nous donnons ici à vieux : tous les jours, en France, par exemple, on fabrique des tables d'école qui sont vieilles en ce sens qu'elles sont adaptées à l'enseignement tel qu'on le concevait il y a déjà plus d'un siècle, mais qui ne conviennent pas à l'enseignement de l' « Ecole active ».

De tout ceci nous pouvons déjà tirer une première conséquence : des réformes scolaires, pédagogiques, sont certes utiles mais elles seraient non moins certainement nuisibles si elles devaient nous faire perdre de vue des transformations beaucoup plus profondes : les révolutions de l'Ecole, des méthodes, des programmes.

Il n'est pas besoin d'insister sur ce fait, tellement nous en avons une preuve évidente. Incontestablement, depuis un siècle les sciences, et par suite l'industrie, ont marché à pas de géant. Non moins incontestablement le progrès moral a été à peu près nul. Il ne faut cependant pas attribuer uniquement à cela la crise mondiale : s'il y a du chômage et de la misère alors qu'on brûle du blé et qu'on jette des sacs de café à la mer, ce n'est pas seulement par égoïsme, c'est surtout parce que l'organisation sociale actuelle — tout comme le télégraphe de Chappe — est arrivée dans un cul-de-sac, parce que le progrès de l'organisation sociale n'a pas marché à la même allure que le progrès de la production.

Contradictions du progrès

Ce décalage dans les progrès remplit nos sociétés évoluées de contradictions manifestes dont nous pouvons donner un exemple qui se rapporte précisément à l'Ecole. L'idée de liberté a trouvé son expression politique lors de notre première révolution et nous pouvons constater, en France et hors de France, qu'il y a actuellement une crise, une décadence de cette liberté. De la liberté politique avons-nous dit, car la liberté dans l'éducation, la libération de l'enfant, est au contraire — même en Italie et en Russie — en pleine période de croissance. Par suite, dans le même temps et les mêmes lieux, nous voyons s'affirmer deux tendances contraires : moins de liberté pour les adultes, plus de liberté pour les enfants.

Mais la société tend consciemment ou non à résoudre de telles contradictions internes et c'est là un des atouts du prolétariat dans sa lutte pour les progrès de l'école.

Zoretti, avec qui nous sommes loin d'être toujours d'accord, a écrit : « Le socialisme peut se réaliser peu à peu dans une société non socialiste en majorité », et plus d'un ne l'a pas compris. Voici ce que ces paroles nous suggèrent : l'Ecole ayant progressé à une allure particulièrement lente se trouve en retard à l'égard de maints autres progrès : elle est encore autocratique tandis que les dirigeants se réclament de la démocratie ; alors que l'organisation sociale a changé, modifiant profondément le rôle de la famille et du milieu — travail de la femme diminuant le rôle de la mère comme éducatrice, disparition des petits artisans ruraux, etc. — l'Ecole, presque immuable, ne s'est pas adaptée, elle n'a pas su satisfaire les nouveaux besoins nés des progrès industriels et sociaux.

Il faut avoir les yeux fermés sur le monde et un esprit de parti-pris dangereux pour ne pas constater aujourd'hui que des personnes et des groupes que nous qualifions de réactionnaires (catholiques, etc.) réclament, pour l'Ecole, des réformes qui seraient incontestablemnt des progrès. Sans doute, ils ne demandent pas que ça et surtout, le plus souvent, s'ils réclament l'adaptation de l'Ecole à quelques progrès industriels ou sociaux, ils entendent ne pas aller plus loin, ils veulent bien combler un retard, pas plus. Mais a-t-on jamais vu un mouvement s'arrêter quand et où l'ont voulu tous ceux qui l'ont déclanché ? Y a-t-il une révolution qui n'ait pas dépassé les buts tout d'abord entrevus et poursuivis par ses premiers artisans ?

Le rôle des individus

Sans méconnaître le rôle des masses, nous devons tenir compte du rôle de ceux qui savent et veulent. L'Italie ne serait pas ce qu'elle est sans Mussolini,

et la révolution russe eût pris une toute autre tournure sans la ténacité et la ruse de Lénine.

« L'influence du milieu et des conditions économiques n'est pas niable, dit M. Pierrot. Mais les influences morales et celles des individus ont aussi leur importance. Il semble qu'on puisse imaginer aux événements plusieurs solutions à peu près également possibles ou également acceptables. C'est pourquoi les hommes s'agitent pour pousser les événements dans le sens qu'ils désirent. »

Hélas, penseront des esprits enclins au pessimisme, la bourgeoisie ne nous a permis d'acquérir qu'un savoir primaire, se réservant la haute culture et s'efforçant d'écrémer le prolétariat avec le piège de l'Ecole unique.

Il ne faut pas s'exagérer l'importance de cette culture bourgeoise, trop livresque, trop ignorante de la vie et de ses réalités, trop spécialisée aussi. Que de gens haut placés sont de parfaites nullités en dehors de leur spécialité !

« De par ma profession, écrit M. Astié, je suis en contact avec toutes les catégories sociales et je puis dire que je suis épouvanté du crétinisme formidable des gens qui sont arrivés à l'aide de diplômes et d'études supérieures aux postes supérieurs et aux places bien rémunérées. Oh ! ils sont charmants, bien élevés, agréables de rapports, ils sont sûrs d'eux et cinq minutes de conversation prouvent qu'ils n'ont pas une idée personnelle, serait-elle fausse. Ils ne sont même pas capables de regarder un peu profondément en eux-mêmes ». Ajoutons qu'ils ne savent pas mieux observer les réalités sociales.

De cet aveuglement des dirigeants l'école fasciste nous fournit un exemple : « elle ne représente que la reproduction d'une dangereuse utopie dont tous les siècles s'accordent à faire justice. L'Etat ne progresse qu'en raison des progrès de l'individu... L'école qui travaille à faire des sujets dociles pour un Etat de simple police, c'est la nouvelle Dalila qui livre Samson à ses ennemis. Elle trahit sa mission et partant, elle trahit à la fois l'élève et l'Etat, car elle ne réussira jamais plus à dresser un peuple de coopérateurs conscients et actifs, ce qui est une nécessité essentielle pour un Etat dont les fonctions s'accroissent de plus en plus... » (1).

Voir les faiblesses de l'adversaire ne suffit pas, il nous faut aussi, pour agir, connaître nos propres faiblesses et nos forces. Je dis bien : pour agir, car je n'écris pas pour la simple documentation des lecteurs de la « R. P. » mais afin de les pousser à l'action, à une action qui hâtera les progrès de l'Ecole par évolution et par révolution.

Que faut-il donc pour guider et hâter le progrès ?

Tout d'abord une connaissance suffisante des réalités présentes et par là nous entendons : la connaissance des progrès réels — qu'il faut distinguer parmi des innovations qui ne sont pas toujours des progrès — réalisés non seulement dans les écoles françaises mais aussi hors de France (en Amérique, en Russie, dans les écoles nouvelles, etc.) ; la connaissance des progrès non scolaires de notre temps qui peuvent suggérer des progrès scolaires — il ne faut pas oublier en effet que des progrès dans l'art, l'industrie, l'organisation du travail, etc.. ont déjà, dans le passé, influé sur l'évolution de l'Ecole — ; la connaissance des difficultés à surmonter, des circonstances favorables dont on peut profiter.

Ensuite une imagination assez vive pour se créer un idéal de réalisations possibles, c'est-à-dire qui tienne compte des réalités.

Avant d'essayer de faire connaître les progrès réels de l'Ecole à travers le monde, remarquons que le progrès de l'Ecole n'est pas surtout l'affaire des hommes d'école. « L'idée de l'Ecole du travail, dit Pabst, fut exprimée et représentée d'une façon plus frappante bien plus souvent par des hommes d'Etat et des hommes du peuple que par des hommes d'école ». Ces lignes, écrites pour l'Allemagne, sont également vraies pour la France et nous sommes convaincus que dans la collaboration des pédagogues et des ouvriers ce ne seront pas ces derniers qui joueront le rôle le moins utile au progrès scolaire et social.

E. DELAUNAY.

(1) *Les Annales de l'Enfance*, nov. 1929.

P.S. — Notre prochain article sera consacré à *L'Ecole et la Liberté*.

Salut au "Réveil Syndicaliste"

Une bonne nouvelle !

Nos camarades belges viennent de lancer un journal hebdomadaire, le *Réveil Syndicaliste*, organe des « groupes d'action syndicaliste » de Belgique. Le programme de ceux-ci est le frère de celui de notre ligue syndicaliste ; le voici, tel que le publie, dans son premier numéro, le *Réveil Syndicaliste* :

Les membres des Groupes d'Action syndicaliste s'entendent pour :

1. — ENCOURAGER, APPUYER et développer l'esprit de LUTTE DE CLASSES dans les syndicats respectifs dont ils sont membres ; dans ce but, non seulement ils seront les cotisants les plus réguliers, les participants les plus actifs et les plus assidus des assemblées générales, mais encore ils déploieront le maximum d'activité dans les GRÈVES et autres manifestations d'ACTION DIRECTE que leur syndicat déciderait d'appliquer.

2. — Défendre l'INDÉPENDANCE DES SYNDICATS en s'efforçant d'obtenir par la voie régulière et statutaire que le syndicat auquel ils appartiennent ne soit affilié, ni officiellement, ni officieusement à AUCUN PARTI POLITIQUE.

3. — Maintenir l'UNITÉ OUVRIÈRE en se gardant bien d'introduire un germe de scission quelconque dans leur organisation syndicale ; tendre à établir les meilleures relations avec les syndicats d'autre tendance ; encourager toute tentative de rapprochement ou de fusion avec ceux-ci.

4. — Défendre et se servir de la DÉMOCRATIE SYNDICALE ; exiger la convocation régulière et fréquente des assemblées générales ; faire appliquer la liberté de discussions dans celles-ci ; veiller à la régularité des votes dans les référendums et désignation de fonctionnaires ; contrôler l'action des rouages supérieurs ; exiger des comptes-rendus exacts des assemblées et congrès.

C'est notre camarade Lazarevitch qui assure la rédaction du nouvel organe dont l'adresse est : 41, rue Charlemagne, à Jupille-Liège (Belgique).

LETTRE DE HOLLANDE

Au plus vieux pays capitaliste

La misère derrière les rideaux blancs

La Hollande, pays du plus ancien et du plus riche capitalisme, souffre, depuis bientôt une dizaine d'années, d'une crise qui ne cesse de s'aggraver.

Il y a tout d'abord une crise agricole. Les prix des denrées sont descendus à un niveau inconnu jusqu'ici ; en venant de France, on reste stupéfait devant les prix affichés. Les légumes, le beurre, les œufs et le lait se vendent pour rien ; la viande de la meilleure qualité ne trouve plus d'acquéreurs malgré son bas prix. La vie serait donc magnifique... si le pouvoir d'achat était resté ce qu'il était il y a une dizaine d'années, mais malheureusement il n'en est rien. Le chômage sévit partout (330.000 chômeurs pour 8 millions d'habitants, plus qu'en France pour 40 millions !) les salaires sont en diminution constante, la paysannerie s'est appauvrie dans des proportions considérables, elle ne travaille que pour payer ses impôts et la rente du propriétaire ; aussi, l'argent est tellement rare à la campagne, que les petits paysans pratiquent entre eux le payement en nature. Partout c'est la misère la plus complète qui règne derrière les petites fenêtres fleuries et les rideaux blancs.

On aiguise les sabres

Comme le mécontentement est grand, pour empêcher toute tentative de révolte, la réaction prend l'offensive. Le fascisme est en train de s'installer ouvertement. Soutenu par la police et tout l'appareil de répression, les fascistes n'hésitent pas à attaquer les organisations ouvrières.

C'est ainsi qu'à Overschie, dans la banlieue de Rotterdam, des fascistes, armés et en uniformes, dispersèrent un meeting socialiste, blessant grièvement trois membres du parti socialiste indépendant, les camarades Van Vlies, Montiju et Olderman, ainsi que Berton, membre du parti social démocrate. Cela sous les yeux de la police, impassible. Bien mieux ! des procès-verbaux furent dressés contre nos camarades pour avoir troublé l'ordre !

Quelques jours après, le 20 juillet, un meeting de protestation fut organisé ; le maire l'interdit ! Les ouvriers de Rotterdam, ignorant cette interdiction, étaient venus nombreux pour y assister. A l'entrée de la ville la police leur signifia que le meeting avait été interdit. « Qu'à cela ne tienne ! » répondirent-ils, « nous ferons, à la place du meeting, une promenade en ville ». Comme les flics ne s'y opposaient pas et comme, d'ailleurs, cette promenade n'avait rien d'une manifestation, puisqu'il n'y avait ni drapeaux ni pancartes, tout semblait devoir se passer paisiblement, lorsqu'arrivés au centre de la ville, tout d'un coup, et sans sommation aucune, les promeneurs furent assaillis par derrière par trois automobiles chargées de flics. A coups de sabres nos camarades furent refoulés vers la route de Rotterdam, et poursuivis durant deux kilomètres encore par des flics en furie.

Résultat : 20 blessés dont l'un eut une oreille tranchée d'un coup de sabre.

Quelque temps auparavant, le 5 juin, à Boskoop, petite commune de la Hollande méridionale, les ouvriers qui travaillaient dans un chantier de chômeurs, s'étant mis en grève pour protester contre une diminution de salaires que voulait leur imposer l'exploitant, une motion, votée par tous les ouvriers (protestants, catholiques, réformistes et communistes) fut présentée au maire de la commune. En quittant la mairie les grévistes crièrent : « Front rouge », « Nous avons faim », « Nous voulons du travail », etc. Immédiatement, la police chargea, à coups de matraques et sabre au clair : le camarade de Jong, membre du syndicat catholique, reçut un coup de sabre sur la tête, puis eut le cœur transpercé ; il mourait quelques minutes après.

Un détail aussi qui en dit long : par ordre supérieur, les sabres des policiers ont été partout aiguisés.

L'exploitation des chômeurs

Que fait, pour venir à l'aide des victimes de la crise, le gouvernement hollandais ?

J'ai eu l'occasion de parler avec un membre du O.S.P. (parti socialiste indépendant de Hollande) qui venait de faire une tournée de propagande dans le nord de la Hollande, là où le gouvernement a créé de nombreux chantiers pour les chômeurs. La situation, m'a-t-il dit, y est épouvantable ! La famine y règne à tel point que les parents sont obligés d'envoyer leurs enfants à l'école, pieds nus, et avec, pour toute nourriture, quelques tranches de navet. Les logements consistent en baraques de bois édifiées dans la boue, au milieu des champs, sans aucune installation d'hygiène.

Les travaux qu'on exécute ont été soumissionnés par des sociétés privées à des prix basés sur des salaires normaux, mais naturellement, comme il s'agit de chômeurs, on ne paie que des salaires dérisoires, à peine supérieurs aux secours de chômage, en exploitant le fait qu'ils seront privés de tout secours s'ils refusent de travailler à ces salaires de famine. Aussi ces entreprises réalisent-elles des bénéfices fabuleux !

Il va de soi que cela constitue un danger permanent pour la classe ouvrière hollandaise qui, si elle ne réagit pas, verra son niveau de vie abaissé au taux de celui des chômeurs qui travaillent dans ces chantiers.

Le défaitisme des organisations réformistes

Que font, en face de ces provocations, les grandes organisations ouvrières ? Peu ou rien ! La grande centrale syndicale réformiste — le N.V.V. — a adopté la même tactique que celle des syndicats allemands, qui consiste à « reculer et accepter des diminutions pour enrayer (sic) la crise, en attendant de meilleurs jours ! »

Pour justifier cette lâcheté on a fabriqué une théorie de circonstance qu'on peut résumer ainsi :

« Pour combattre la crise, consommez ! Si vous avez besoin de quelque chose, achetez-le dès maintenant ! Patientons ! Ne nous soulevons pas ! Plus tard, quand tout sera redevenu normal, nous nous ferons valoir ! »

Voilà la politique défaitiste que proposent les syndicats réformistes ainsi que le S.D.A.P. (parti social démocrate ouvrier) ; c'est sur elle que porte toute leur propagande !

Non contents de cela, les bureaucrates du N.V.V., -- dans leur frousse de tout ce qui est révolutionnaire — n'hésitent pas à exclure de leurs syndicats les ouvriers de gauche, sous prétexte qu'ils mettent l'unité en danger ! Exemple : le syndicat du textile « De Lendracht » (« la Concorde ») dont les membres viennent de soutenir une grève il n'y a pas longtemps — mouvement déclanché spontanément et malgré les dirigeants — a exclu plusieurs camarades (chômeurs pour la plupart), parce qu'ils avaient osé critiquer les chefs réformistes ! Cette exclusion est d'autant plus grave que, du fait de leur exclusion, ces camarades se voient privés du secours de chômage pour lequel ils ont pourtant régulièrement cotisé.

Le cas du « Rotterdam »

Rien n'illustre mieux combien les travailleurs sont plus énergiques que leurs dirigeants, que ce qui s'est passé récemment, dans la « mutinerie » du paquebot « Rotterdam ».

Ce navire appartient à la compagnie « Holland Amerika Lijn », qui assure le service entre Rotterdam et New-York. Voici les faits :

Les inscrits maritimes du port de Rotterdam étant en grève, avaient refusé de s'enrôler sur le paquebot « Volendam » appartenant à cette même compagnie. Or, comme le paquebot « Rotterdam » se trouvait alors sur le chemin de retour, dans les parages de l'Angleterre, la compagnie radio-télégraphia au commandant du paquebot de débarquer ses passagers à Boulogne et ensuite, au lieu d'appareiller pour Rotterdam, de se rendre à Southampton, en Angleterre, d'où le départ pour New-York aurait lieu. Par cette manœuvre. et en vertu de vieux règlements maritimes, la compagnie pensait obliger l'équipage à rester à bord, ce qui briserait l'effort de leurs camarades en grève. Par les passagers l'équipage apprit la manœuvre. Il parvint alors, malgré les obstacles apportés par le commandant, à radio-télégraphier au syndicat des gens de mer à Rotterdam pour demander l'avis du bureau. Celui-ci **« déconseilla » la grève** et engagea l'équipage à s'incliner devant l'ordre de la compagnie. Mais l'équipage comprit alors qu'il ne devait compter que sur lui-même, et c'est ce qu'il fit. Dans un élan magnifique tous, mécaniciens, matelots, cuisiniers, maîtres d'hôtel, et même les officiers, décidèrent de pratiquer l'action directe. Ils arrachèrent au commandant la promesse, par écrit, de se rendre à Rotterdam, après avoir débarqué les passagers à Boulogne. En cours de route, le commandant tenta néanmoins, à plusieurs reprises, de mettre le cap sur Southampton, mais, chaque fois, l'équipage s'apercevait de la manœuvre, et tous, alors quittaient leurs postes. Finalement, et pour couper court à toute nouvelle tentative, les chauffeurs éteignirent les feux et le commandant en fut réduit à jeter l'ancre. Mais la compagnie, ne se tenant pas encore pour battue, entreprit des démarches auprès du gouvernement et obtint de celui-ci l'envoi d'un bateau pilote, chargé de marins militaires, afin d'intimider l'équipage, mais celui-ci ne fut point intimidé. La compagnie, jouant alors son dernier atout, tenta de saouler l'équipage en mettant des quantités illimitées de bière à sa disposition. Rien n'y fit et le paquebot finit par rentrer triomphalement dans le port de Rotterdam, aux acclamations des grévistes qui étaient à terre. Dix membres de l'équipage — dont 9 étrangers — furent arrêtés, mais les travailleurs avaient montré à leurs dirigeants comment l'action directe peut faire fléchir les patrons, même en temps de crise.

Un essai de front unique

Les deux organisations réformistes sont les seules qui pourraient, actuellement, par leur nombre, faire reculer la réaction. L'organisation syndicale (N.V.V.) compte 330.000 membres, et le parti social-démocrate (S.D.A.P.) : 80.000.

Les autres organisations ouvrières, syndicales ou politiques, ne possèdent pas actuellement les forces suffisantes pour diriger la lutte contre la bourgeoisie.

Le N.A.S. — la centrale syndicale indépendante — ne groupe que 19.000 membres. Elle s'est mise à faire de la politique, et au point de vue syndical, végète dans le sectarisme.

Le parti communiste officiel vivote avec ses 2.000 adhérents — presque tous chômeurs ; il n'a, par conséquent, aucune influence dans les usines.

La seule force actuellement active et, peut-être, capable, dans un proche avenir, de déclancher un sérieux mouvement, est l'O.S.P. (parti socialiste indépendant de Hollande) dont Fimmen fut l'un des fondateurs. Malgré le départ de celui-ci, dû aux sommations de la Fédération Syndicale Internationale, l'O.S.P. continue sa besogne et voit sa force et son influence s'accroître journellement. De nombreuses réunions publiques et manifestations ont lieu continuellement ; son hebdomadaire, le « Fakkel », paraîtra bientôt quotidiennement. C'est la seule organisation susceptible de ramener la confiance dans les organisations ouvrières et de préparer le terrain pour la réalisation d'un large front unique. Déjà, un comité contre le fascisme et la guerre vient de se constituer, auquel participent le N.A.S., l'O.S.P. et d'autres groupements révolutionnaires, mais naturellement, les grandes organisations réformistes ignorent ce front unique ; au front unique de classe, elles préfèrent la coalition avec les catholiques.

VAN ZURK.

Haarlem, octobre 1932.

....

CAMARADE,

pour les 20 pages de LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE. as-tu sollicité un abonnement ?

EN ALLEMAGNE

Victorieuse résistance du prolétariat allemand aux diminutions de salaires

On sait que la dernière ordonnance de von Papen poursuivait l'abaissement du niveau de la vie, déjà très bas cependant, du prolétariat allemand. Les contrats de travail, signés par les patrons et par les représentants des ouvriers, fixent un minimum, au-dessous duquel les salaires ne peuvent descendre en aucun cas. En violation de ces accords contractuels, l'Etat, par la nouvelle ordonnance, s'est arbitrairement arrogé le droit de supprimer cette limite inférieure des salaires. Sans aucun préavis, le patron peut décider de baisser les salaires au-dessous du minimum contractuel, si les conditions prévues par l'ordonnance sont satisfaites dans son entreprise, ou si le juge de conciliation a déclaré que l'entreprise était « dans la nécessité » ou « en danger ».

Cette nouvelle attaque constituait une telle menace pour l'existence même du prolétariat allemand, que celui-ci est sorti de son apathie, et qu'il a été contraint d'engager la lutte. **Sur l'ensemble du territoire du Reich, dans chaque entreprise où la diminution des salaires sur la base de l'ordonnance a voulu être appliquée, les ouvriers se sont mis en grève.** Et il ressort des informations contenues dans la presse ouvrière allemande que jusqu'à présent **tous ces conflits se sont terminés victorieusement** pour nos camarades.

Ces faits prouvent que, malgré la réaction grandissante, la force de la classe ouvrière allemande n'est pas brisée. Ils peuvent être les signes précurseurs d'une transformation de la situation en Allemagne. Les patrons sentent le danger ; ils réclament à grands cris l'interdiction des grèves par l'Etat afin d'empêcher « que les bons effets de l'ordonnance de von Papen pour le redressement de l'économie » ne soient annulés.

Ces nombreuses grèves détruisent l'affirmation réformiste que l'on ne peut lutter en pleine crise. Cette théorie, qui servait à masquer la capitulation des chefs réformistes, reçoit un vigoureux démenti. Puisqu'il est possible de mener avec succès des grèves partielles, il serait possible par une action unique de la classe ouvrière d'enrayer l'offensive générale du capital.

Ces grèves sont en outre un élément de dissociation dans les rangs fascistes. Elles entraînent les ouvriers égarés dans le mouvement hitlérien et peuvent les ramener sur le terrain de la lutte de classes.

Saluons le réveil du prolétariat allemand et souhaitons que cette résistance à la diminution des salaires soit le départ d'une unité d'action de la classe ouvrière toute entière pour abattre le fascisme et triompher de la réaction menaçante.

Jean LEUNOIS.

Où va Schleicher ?

Deux Documents

Les lecteurs de la « R. P. » se souviennent qu'à la fin de mon dernier article, j'avais fait allusion aux fameux projets personnels du général von Schleicher. Celui-ci rêverait d'instaurer en Allemagne, avec l'appui simultané des nazi et des syndicats, une sorte de fascisme larvé : capitalisme d'Etat à la prussienne et corporatisme à la Mussolini.

UN ARTICLE DE LA REVUE DES DEUX MONDES

Or, voici ce qu'écrivait à ce sujet, dans la « Revue des deux Mondes » du 15 septembre, le très réactionnaire, mais très renseigné, Maurice Pernot :

... Tandis que M. von Papen s'accroche au groupe capitaliste..., son meilleur soutien, et concilie comme il peut les exigences de la grande propriété et celles de l'industrie lourde avec les nécessités de sa politique, M. von Schleicher pense pouvoir s'appuyer plus solidement sur les deux seules forces qui soient encore organisées dans cette Allemagne chaotique et bouleversée: la Reichswehr et les syndicats. De la première, il est maître absolu... Pour agir sur les syndicats, il a besoin d'intermédiaires. Il semble désormais les avoir trouvés dans les trois hommes avec lesquels il élabore cette curieuse *coalition transversale* (*Querverbindung*) qui, si elle se réalisait, ferait de l'organisation syndicale la clef de voûte d'un système politique, peut-être même d'une majorité parlementaire. Ces trois hommes sont M. Imbusch, député du centre et chef des syndicats chrétiens; M. Leipart, président de l'union générale des syndicats allemands, et M. Gregor Strasser, qui représente dans le parti hitlérien l'élément socialiste et syndicaliste.

Ainsi M. von Schleicher ramènerait l'économie allemande à une forme ordonnée et disciplinée, celle du socialisme d'Etat: nationalisation des industries de base et des grandes banques, réorganisation et développement des participations du Reich dans les entreprises commerciales et industrielles, enfin *autarchie* économique... Voilà quelques idées maîtresses du système que le ministre de la Reichswehr tenterait d'instaurer avec l'appui des syndicats et des grands partis dont ils dépendent...

UNE LETTRE D'ALLEMAGNE

M. Maurice Pernot anticipe peut-être un peu sur les événements en affirmant que, d'ores et déjà, le général von Schleicher a rallié à ses plans les chefs « syndicalistes », qu'ils soient socialistes, nazi ou chrétiens. Mais il est indubitable que des « liaisons transversales » sont nouées. Voici en effet ce que m'écrit à ce sujet un camarade qui connaît bien la question :

Berlin, le 4 octobre 1932.

1° Erkelenz, l'ancien chef des syndicats démocrates (Hirsch-Duncker) fit paraître dans le « Vorwärts » du 14 juin 1932 un article à l'adresse de Schleicher, où il s'efforçait de montrer l'importance du rôle que peuvent jouer les couches socialistes-républicaines pour la réalisation de l'unité politique de l'Allemagne. *Le 19 juillet, Schleicher répondit personnelle-*

ment dans le « Vorwärts ». Cet exemple est sans précédent. Jamais des membres du cabinet von Papen ne s'étaient exprimés dans des organes socialistes. *Il est clair que la chose avait dû être arrangée à l'avance*. Schleicher et Erkelenz appartiennent d'ailleurs tous deux à la même génération de politiciens qui sont entrés en scène en novembre 1918. Schleicher est, tout comme Erkelenz, un des hommes de derrière la coulisse de la coalition de Weimar de 1918.

2° Le « Service de Presse politique » des syndicats chrétiens du 21 juillet 1932 (n° 166) annonçait, sous le titre *Socialisme d'Etat de la Reichswehr* que Schleicher caressait un projet d'étatisation des banques, des mines, de l'industrie de l'acier et des grandes compagnies de navigation, reprenant ainsi à fond une vieille revendication des syndicats. Précisément, cette revendication avait été reprise également, peu de temps auparavant, par Imbusch, le chef de la fédération chrétienne des mineurs.

Le périodique ajoutait: « Ces projets, si surprenants qu'ils puissent paraître, sont à prendre tout à fait au sérieux, car la Reichswehr voudrait bien faire une politique sous le mot d'ordre *Paysans, Travailleurs, Soldats* et elle sait qu'elle ne peut y parvenir qu'en tenant compte des vœux populaires, savoir une plus forte et décisive emprise de l'Etat sur les grosses entités économiques ».

3° Le même « Service de Presse politique » du 19 août 1932 écrivait: « Certains cercles, dont les rapports étroits avec l'actuel gouvernement du Reich sont bien connus, croient savoir que le général von Schleicher prépare une transformation gouvernementale. Il s'agirait avant tout pour lui de trouver une solution qui puisse également être acceptée par le plus fort parti du Reichstag, le parti national-socialiste. On croit à ce sujet à un gouvernement que dirigerait personnellement le général von Schleicher *et dont les fondements reposeraient transversalement sur tous les partis. De tels fondements, il va de soi que seuls les syndicats pourraient les constituer* ».

4° Jusqu'à présent la C.G.T. allemande s'en tient fermement à l'idéologie économico-démocratique et rejette le programme syndicalo-corporatif des nazi qu'elle qualifie de réactionnaire (voir le « Arbeit », cahier 9, de septembre 1932, organe mensuel théorique de la C.G.T.). En sens contraire, le travail théorique des théoriciens du « système corporatif » s'oriente nettement dans la direction des *liaisons transversales*.

5° Disons maintenant quelques mots des liaisons personnelles.

Gregor Strasser, le spécialiste des questions syndicales chez les nazi, est en rapport direct et constant avec Imbusch et les syndicats chrétiens. De l'autre côté, les syndicats chrétiens se tiennent en contact étroit avec les syndicats socialistes et surtout avec Leipart. L'entretien que le député et syndicaliste Furtwängler a eu avec Gregor Strasser a provoqué une énorme sensation. La presse communiste le considéra comme une preuve indubitable du « social-fascisme » des syndicats réformistes... ».

De ces précieux renseignements, retenons plusieurs faits : certains fils de l'intrigue sont déjà noués. Par le truchement du chrétien Imbusch (le centre catholique semble jouer ici encore ce rôle d'axe qui lui est cher), Gregor Strasser et Leipart sont en contact.

D'autre part les plans que l'on prête au général von Schleicher, collaborateur occasionnel du « Vorwärts », ne doivent pas être fantaisistes.

La question est seulement de savoir si l'ensemble du mouvement syndical se laisserait entraîner de bon gré dans cette « fascisation ».

Quelques bonzes peuvent songer à conserver à ce prix leur poste, mais il y a tout de même, à la base, quatre millions de travailleurs organisés. Et, malgré leur docilité passée, nous ne ferons pas à ceux-ci l'injure de croire qu'ils se livreraient, pieds et poings liés, aux chaînes « corporatives » du général von Schleicher.

D. GUERIN.

Un jeune militant s'en va

Lavieille n'est plus.

C'est en lisant comme chaque semaine l' « Effort », organe de nos camarades lyonnais du Bâtiment, que j'ai appris la douloureuse, l'incroyable nouvelle.

Ce jeune homme à l'allure énergique, au visage frais et coloré, incarnait le « Cartel du Bâtiment » de Lyon dont il était le secrétaire : jeunesse, force, audace.

Dans les tristes temps que nous vivons, un gars comme Lavieille perpétuait, en les rajeunissant, les vieilles traditions du syndicalisme d'action directe. Ce n'est pas une quelconque école de Bobigny qui l'avait formé, celui-là. Il n'était pas davantage un fruit vert de la bureaucratie réformiste. Lavieille avait vécu, grandi, appris son métier de militant **sur le chantier :** sa précoce expérience venait de la lutte. Et il faut connaître les camarades lyonnais pour savoir avec quel brio, quelle témérité, quelle bonne humeur et aussi quelle science de l'organisation ils mènent leurs luttes.

La modestie d'Eysséris ne protestera pas si j'ajoute qu'une large part lui revient dans la formation d'un jeune militant comme Lavieille. Et j'imagine avec quelle profonde tristesse il a dû conduire à sa dernière demeure le meilleur de ses disciples...

Au dernier congrès de la C.G.T.U., à Magic-City, le Cartel autonome du Bâtiment lyonnais avait été invité. Et Lavieille — je le vois encore — y vint, dans sa langue rude, clamer devant un parterre de sourds et d'aveugles, sa foi dans l'Unité syndicale.

Ceux de nos camarades qui, certain soir, se réunirent à table autour de lui, ne l'ont sûrement pas oublié. Nous étions écrasés, anéantis par ce terrible congrès, par ces haines sectaires, par ces querelles byzantines. Et nous prîmes soudain un bain de jeunesse. Pendant une heure, lavant l'atmosphère, nous remettant de l'espoir au cœur, Lavieille nous raconta — avec quelle verve ! — les péripéties de ses luttes lyonnaises.

De jeunes militants syndicalistes comme lui, on peut aujourd'hui les compter sur les doigts. L'unité syndicale reconstruite, la classe ouvrière aurait pu beaucoup attendre d'un Lavieille. La tuberculose l'a fauché avant l'âge.

Mais si tu n'es plus, mon pauvre Lavieille, le « Cartel du Bâtiment » reste debout. C'est en suivant son exemple que nous resterons le mieux fidèles à ta mémoire.

D. G.

AMNISTIE POUR LES FONDATEURS de la C.G.T. Tunisienne!

Le *Comité confédéral national de la C.G.T.* a adopté, à l'unanimité, le vœu suivant:

Le Comité National Confédéral demande que l'amnistie soit accordée aux militants de la C. G. T. tunisienne, exilés depuis 1923 pour avoir voulu créer des organisations syndicales indigènes.

Il donne mandat au Bureau Confédéral de faire toutes démarches utiles à cet effet.

Pour la renaissance du Syndicalisme

La grande résistance des fonctionnaires

Il semble que ce soit bien entendu. Le gouvernement des « gauches » a décidé la diminution des traitements des fonctionnaires. Il paraît que l'équilibre du budget de 1933 ne s'obtiendra qu'à ce prix. L'autre dimanche, à Poitiers, Herriot a fait appel au « civisme » des serviteurs de l'Etat pour qu'ils acceptent cette réduction. Les traitements supérieurs à 10.000 francs (comment, il y a encore des fonctionnaires qui ne gagnent pas 10.000 francs par an ?) doivent être amputés de 2 à 10 % : telles sont les intentions des vainqueurs des élections de mai dernier.

Au moment où, à l'issue d'un banquet — probablement bien servi car Herriot le pénitent est gros mangeur — le président du Conseil prononçait son discours, il refusait de recevoir une délégation désignée par plus de 2.000 fonctionnaires de la région réunis le jour même à Poitiers sur appel des groupements confédérés, unitaires et autonomes. Après avoir promis de recevoir cette délégation, Herriot se dérobait, en donnant comme raison que certains termes de l'ordre du jour adopté ne lui convenaient pas. Puis il partait pour l'Espagne...

Que contenait donc l'ordre du jour de Poitiers ?

D'abord, qu'une diminution des traitements des fonctionnaires ne pourrait qu'aggraver la crise puisqu'elle réduirait encore le pouvoir d'achat d'une masse importante de consommateurs. En second lieu, que les fonctionnaires ne sont point les responsables du déficit du budget et que la diminution des traitements serait inopérante pour combler ce déficit. Ensuite « que le redressement financier ne doit être obtenu que par une diminution massive des dépenses militaires, la répression de la fraude fiscale et la reprise par la collectivité des monopoles privés ». Enfin, les fonctionnaires poitevins réclamaient l'amnistie totale et précisaient « qu'ils s'opposeraient énergiquement aux menaces d'un conflit mondial dont ils seraient les premières victimes ».

On ne distingue pas tout de suite de façon précise ce qui, là-dedans, a pu offusquer le chef du gouvernement des « gauches ». Evidemment, il y a, dans cet ordre du jour, un ton, une énergie auxquels nos hommes d'Etat ne sont plus habitués. Depuis dix ans qu'il y a la scission syndicale, ils ont pris goût aux doléances respectueuses, ayant fermé leur porte, ou presque, à ceux qui ne parlent pas le langage châtié de certains. Sans doute le ton et l'énergie de l'ordre du jour de Poitiers étaient-ils la première conséquence de l'union momentanée des trois groupements locaux de fonctionnaires. Cette union, ce commencement d'unité, voilà ce qui, sûrement, a déplu à Herriot.

Il est impossible aux hommes du gouvernement de contester aucune des mille et une bonnes raisons qu'ont les fonctionnaires de s'opposer à la réduction des traitements. Sans même parler du prix de la vie — qui ne diminue pas et que, du reste, les mêmes hommes s'emploient à entretenir à son niveau, sinon à le faire monter encore — Digat rappelait, l'autre jour dans le Populaire que « les petits et moyens fonctionnaires ont connu la pénitence avant la guerre. Elle s'est prolongée pendant la guerre et après ». Ne doivent faire pénitence en période de vaches maigres, que ceux qui ont largement profité des vaches grasses.

Non, le gouvernemnet n'a pas, dans cette affaire, le droit pour lui. Que lui importe le droit ! Il se dit qu'il a la force. Qui donc l'empêcherait d'agir à sa guise, quand les organisations de fonctionnaires s'engueulent du 1er janvier à la Saint-Sylvestre ?

Seule l'union de toutes les forces des fonctionnaires est capable de le lui interdire.

Vous souvenez-vous encore, camarades fonctionnaires, de feu le Comité des « 22 » ? Ça ne fait pas un an qu'il est mort, mais, aujourd'hui, on oublie vite... Toutefois, vous y étiez les plus nombreux — sans doute pressentiez-vous l'attaque — et certains d'entre vous n'ont pu oublier cet effort sincère.

Eh bien ! je vais risquer une hypothèse. On répète aujourd'hui encore que la résolution de Japy a tué le Comité des « 22 ». Imaginons, voulez-vous, que nous ayons été tous d'accord, et les communistes avec nous, pour appliquer la résolution de Japy. Imaginons que le congrès de Magic-City ait accepté la fusion à la base de toutes les organisations concurrentes, comme la minorité de la C.G.T.U. le lui demandait. Imaginons que vous ayez, vous fonctionnaires, fusionné avec la Fédération Laurent, que vous postiers, que vous cheminots, que vous, travailleurs municipaux et communaux, vous vous retrouviez, tous ensemble, dans la même fédération postale, dans la même fédération des cheminots, dans la même fédération des services publics. Les congrès appelés à couronner les diverses fusions fédérales se seraient déjà tenus. Peut-être même serions-nous réunis en congrès confédéral pour reconstruire enfin une seule et unique C.G.T. — qui, celle-là, serait capable de vous donner un sérieux coup de main. En tous cas, depuis des mois, fonctionnaires confédérés, unitaires et autonomes, vous auriez vécu en commun, vous auriez travaillé ensemble, ensemble, vous auriez préparer la riposte. Comme la bataille paraîtrait plus facile à gagner !

Hélas ! rien n'a changé...

Aujourd'hui comme il y a un an, les uns — les pseudo-communistes — proposent le front unique dans le seul dessein d'avoir la peau de leurs adversaires de tendance ; l'intérêt de la classe ouvrière passe toujours après l'intérêt de leur boutique ; ils en sont encore à la « volaille à plumer » selon la célèbre formule du capitaine Treint.

Les autres — les confédérés — ont peur de trouver un piège sous la plus innocente des propositions d'unité d'action ; ils vivent toujours dans une atmosphère d'état de siège ; lorsque leurs adhérents se montrent disposés à l'accord avec les organisations de la C.G.T.U. — comme cela s'est produit au meeting des postiers parisiens — vite, les chefs dressent le barrage !

Comment sortir de cette impasse ?

Nous connaissons mieux que quiconque la duplicité, la malhonnêteté des pseudo-communistes qui dirigent les organisations unitaires de services publics. Nous avons une idée précise du mal qu'ils sont capables de faire aux fonctionnaires comme à la classe ouvrière tout entière. Cela va-t-il nous conduire à préconiser le rejet de leurs propositions d'unité d'action face à la prétention gouvernemntale ? Rien ne serait plus néfaste.

A défaut de l'unité totale, il convient, au contraire, de s'employer à fond à réaliser le front unique des fonctionnaires, le front unique loyal, sans manœuvres et sans calcul, ni d'un côté, ni de l'autre. Depuis des semaines déjà, les représentants qualifiés des organisations de fonctionnaires auraient dû se réunir, se concerter, préparer le plan commun de combat. Que l'on prenne des garanties, que l'on joue cartes sur table, cela me paraît indispensable. Mais que l'on ne se refuse pas à avancer dans cette direction !

La masse des fonctionnaires vit loin, très loin, des combats de tendance. Menacée, elle ne comprend pas que ses militants refusent de s'unir, qu'ils persistent à se combattre devant le danger imminent. Elle voit très bien que si les frères ennemis continuent à s'entre-déchirer, le gouvernement Herriot réalisera ses projets à une date rapprochée. Et, alors, vous pouvez être sûrs qu'elle ne pardonnera pas aux organisations qui l'auront menée à un cuisant échec.

M. CHAMBELLAND.

P.S. — Signalons cet ordre du jour voté le 27 octobre par l'assemblée du Syndicat des Instituteurs du Finistère (section fusionnée du Syndicat National) :

L'assemblée demande au bureau du Syndicat National de poser la question de la grève de 24 heures pour tous les travailleurs de l'Etat à la Fédération des Fonctionnaires et au Cartel des Services publics.

Le Syndicat peut éliminer ses scories

Le vieux syndicalisme français avait trouvé le moyen de se débarrasser de ses scories. S'il donnait toute sa confiance à la masse humaine, il considérait avec une saine méfiance les hommes considérés un par un. Dans sa critique intelligente et ferme du parlementarisme et des partis politiques, il avait pu constater combien facilement l'homme renie ses idées en changeant de vie — et tout son effort se portait à éviter la création d'une bureaucratie renégate.

Un minimum de salariés, aux fonctions syndicales, disait-il, — qu'aucun poste ne devienne une sinécure, que tout poste soit un sacrifice réel. Si un homme quitte l'atelier ou le bureau pour être placé à la tête de l'organisation syndicale, qu'on lui donne son traitemnt de l'atelier ou du bureau; qu'en aucune façon, même par collaboration à la presse bourgeoise ou ouvrière il ne gagne à son travail de militant.

Mais le vieux syndicalisme révolutionnaire allait plus loin encore: pas de rééligibilité des rares fonctionnaires syndicaux; que tous, leur mandat accompli, retournent parmi les camarades de travail, qu'ils s'y débarrassent de l'orgueil d'être des cerveaux et des conducteurs, qu'ils soient de nouveau des prolétaires parmi la masse des prolétaires.

Et tout ceci ne lui suffisait pas: contre la rouerie du fonctionnaire syndical, contre cette sorte de camaraderie complice qui devait fatalement lier les fonctionnaires de l'organisation, le vieux syndicalisme inventa le mandat impératif.

De ces trois grands principes, que reste-t-il dans la C.G.T. et la C.G.T.U. ? Bien peu de chose: seulement la pratique du mandat impératif et encore la voyons-nous attaquée assez souvent par le parti dirigeant. Les fonctionnaires pullulent — et pas toujours choisis par la masse — ils s'éternisent dans leurs fonctions — n'est-ce pas Jouhaux ? n'est-ce pas Monmousseau ?

En Angleterre, en Belgique, en Allemagne, aux Etats-Unis on a laissé la bureaucratie syndicale s'installer comme s'il y avait des hommes providentiels — des « sauveurs suprêmes » à tous les échelons...

Et partout les résultats de ces pratiques antisyndicalistes se révèlent funestes pour la classe ouvrière. Partout, c'est la violation de la lettre et de l'esprit des statuts syndicaux, des déclarations les plus solennelles, partout l'organisation syndicale devient un moyen entre les mains de quelques bonzes.

Retour au vieux syndicalisme d'avant-guerre qui recèle une expérience humaine surprenante pour un mouvement aussi récent.

B. GIAUFFRET.

Des Comités d'action ?

Le problème de la lutte contre la bureaucratie syndicale est à l'ordre du jour dans le monde entier. Il le sera de plus en plus au fur et à mesure que le cours des événements viendra réduire les divergences réelles d'intérêts entre les travailleurs et faire apparaître comme intérêt suprême et commun *la destruction du capitalisme*. Plus les masses se réveillent et plus les cadres syndicaux passent à la réaction, si bien que les syndicalistes « purs » en arrivent à poser consciemment le problème en ces termes: *Nous avons voulu faire notre propagande dans les syndicats et on nous a exclu. Nous avons voulu en conquérir la direction et les nouveaux dirigeants nous ont trahi. Faudra-t-il donc tuer les syndicats pour que vive le syndicalisme ?* Et encore: *Le syndicat, arme d'émancipation ouvrière, est devenu entre les mains des bonzes un formidable appareil d'inhibition contre cette même émancipation. Pour en finir avec le bonze, le seul moyen serait-il de détruire le syndicat ?*

En réalité, il est presque impossible de répondre à une question aussi théorique, si ce n'est par le sentiment. D'ailleurs cela n'avance pas à grand chose de décider dans l'abstrait si les syndicats doivent être détruits ou peuvent être sauvés pour la révolution. Le problème consiste à chercher par quelles méthodes on peut affranchir le prolétariat du monopole bureaucratique de ses chefs — ou plus exactement à chercher dans la pratique spontanée de la lutte de classe les méthodes par lesquelles les travailleurs, en des occasions déterminées, ont su remettre les leaders à leur place en se passant d'eux et en traitant par le simple mépris leurs ordres et leurs prétentions contradictoires de « représentants officiels de la classe ouvrière »

A notre avis, c'est en effet de l'exigence des masses, de leur autonomie critique, de leur sévérité, de leurs revendications brutales que le syndicalisme révolutionnaire peut recevoir la vérité et la vie. Au contraire, si quelque chose peut le mener à une décadence complète, c'est bien la « sympathie » et la « bienveillance » faciles d'organisations politiques quelconques, partis travaillistes ou partis d'unité ouvrière, prêts à se faire une clientèle en s'engageant, fut-ce par serment, à respecter les moindres susceptibilités de « l'indépendance syndicale ».

Il est déplorable de voir une partie des meilleures et des plus fières formations d'action directe, telles que le N.A.S. hollandais, les Chevaliers du Travail, d'autres encore, s'orienter vers la fondation de partis ou de ligues à caractère politique et parlementaire, d'où il ne sortira guère qu'une candidature de plus à la direction de la classe ouvrière, à la représentation monopolisée de ses revendications, de ses aspirations à l'unité — et finalement une domination de fait sur le mouvement ouvrier qui le ramènerait bientôt dans l'ornière bolchévique ou social-démocrate.

Les « syndicalistes purs » travaillent non pas depuis cinq ans, ni depuis quinze, mais depuis un grand demi-siècle à nettoyer les écuries d'Augias de la bureaucratie qui empestent tout le mouvement ouvrier. Il ne faut pas s'étonner qu'ils présentent des signes de découragement et de fatigue. Hercule lui-même n'était venu à bout d'un travail semblable qu'en frayant la route à un fleuve de sa connaissance, qui rinça jusqu'aux solives la puante bicoque du vieux roi. L'histoire ne dit pas si les chevaux furent noyés. Il est probable qu'Hercule n'envoya d'eau que ce qui fut *strictement nécessaire* pour balayer leurs ordures. Nul ne pouvait dire d'avance si ce « juste assez » n'emporterait pas jusqu'à la mer la barraque pourrie du roi Augias et son train des équipages: il y avait *tout un monde* à sauver de la peste ! Et remarquons bien qu'ici il ne s'agit pas de « jeter *l'enfant* avec le bain » — mais seulement *les poux*.

Quelle sera l'attitude du Syndicalisme Révolutionnaire, ce vieil Hercule plébéien chargé d'expérience et de gloire, en face de la marée montante des actions de masse ? Abattra-t-il devant elle portes et barrières, ou bien aidera-t-il la bureaucratie syndicale — et par contre-coup la politicaille de parti — à défendre ses monopoles organisatoires ? Prendra-t-il fait et cause pour l'indépendance des *travailleurs syndiqués*, ou pour l'indépendance des *charlatans syndicaux* ?

Dans certains pays, le Syndicalisme Révolutionnaire ne pourra triompher qu'en se niant lui-même, et en revêtant, dès maintenant, les formes nouvelles de l'organisation d'entreprise et de l'unionisme anti-légal.

En France et dans certains pays latins, il est encore permis de se demander s'il trouvera son aboutissement sous *une forme*, ou sous *une autre: dans* les syndicats, ou *contre* eux.

Pour nous, nous voyons dans les comités d'action l'instrument principal de la régénération du mouvement de classe — au moins pour quelques années. Les « oppositions syndicales révolutionnaires » qui mènent une simple lutte de tendance, et les organisations autonomes ou scissionnées qui mettent en concurrence syndicat contre syndicat, ne parviendront certainement pas à remplir une tâche qui ne peut être que *celle de la masse* toute entière, organisée usine par usine, localité par localité, sur la base de nécessités immédiates de lutte, dans ses propres organes d'action directe, pour la lutte et rien que pour la lutte.

La solution des problèmes posés par le syndicalisme révolutionnaire est dans les comités d'action, premières ébauches des libres soviets révolutionnaires du prolétariat !

J. CELLO et P. JOLIBOIS.

EN PASSANT...

Croix bien méritée.

Depuis quelques mois, il pleut des croix de la Légion d'honneur.

Une qui est passée inaperçue — et c'est dommage ! — c'est celle du citoyen Emile Glay, ancien secrétaire du Syndicat National des Instituteurs.

Quelques jours avant le congrès de Clermont, Emile Glay fut bel et bien décoré par M. Anatole de Monzie, ministre de l'Education nationale.

Ajouterons-nous que c'est là une croix bien méritée ?

Une belle ânerie.

Parmi les « purs » du Bois parisien, se trouve un phénomène qui mériterait une place d'honneur au « musée des âneries ».

C'est un nommé Charles Roth, qui, dans la *Vie Ouvrière*, dénonce un dernier vestige anarcho-syndicaliste, celui-ci:

Jusqu'à présent, dans notre corporation du Bois, il était admis qu'un ouvrier syndiqué ne devait pas faire plus de quarante-huit heures de travail par semaine.

Le citoyen Roth ajoute, cinquante lignes plus loin:

Celle-ci (notre position anarcho-syndicaliste) *nous conduit à nous couper et de nos propres adhérents entraînés par le cours même de la vie à trancher cette question dans un sens autre que celui admis jusqu'à ce jour, et de la masse des ouvriers de notre industrie qui ne veut pas adhérer à un syndicat qui lui impose l'obligation de respecter la semaine de* 48 *heures*... (V. O. 28.10).

Conclusion: les syndiqués unitaires du Bois doivent être autorisés à saboter les huit heures.

Bientôt, pour être un syndiqué bien dans la ligne, il faudra baisser son « froc » devant le patron.

Tournant ! Tournant !

Il y a des gens qui ont les illusions solides.

Par exemple ceux qui croient encore, à l'heure qu'il est, au « tournant » du parti communiste et des organisations qui lui sont subordonnées.

A leurs yeux, Amsterdam est un exemple de l'accomplissement effectif du «tournant ».

Amsterdam, où une résolution pour l'unité syndicale a été mise sous le boisseau ? Où, en fait de « tournant », on a pondu une résolution fermant la porte à tous pourparlers avec les dirigeants des organisations confédérées ?

Si le parti communiste « tourne », c'est seulement sur lui-même, à la façon d'un homme saoul.

La vie ! la vie...

Le citoyen Frossard — de retour du banquet offert au sous-secrétaire d'Etat de Clémenceau, Jeanneney — a écrit, dans les *Lectures du soir* un article sur Loriot.

On peut y lire ce passage:

Depuis des années, il n'était plus question de Loriot qu'au sein de ces petits groupes de doctrinaires immobiles, aigris par des rudes déceptions, et qui passent leur temps à se décerner des certificats de clairvoyance politique sans même s'apercevoir que la vie les a dépassés et les dédaigne.

La vie qui a permis au secrétaire du parti communiste de 1922 de devenir un député de l'extrême-droite du parti socialiste, qui en fera demain un ministre, peut-être après-demain un président du Conseil réactionnaire ? Ah ! parlez-en, Frossard, de cette saleté !...

UN COCHON DE PAYANT.

A travers les Livres

Deux livres sur la crise

La crise économique continue à tracasser bien des méninges bourgeoises.

Mais en pure perte ! Le papier innocent que noircissent aujourd'hui les économistes patentés ne révèle pas, dans leur esprit, une petite clarté de plus qu'en 1929.

Je veux, pour preuve de ceci, deux livres récemment parus: « *Pourquoi la Crise ?*» de M. Massa (1), un soi-disant pourfendeur du marxisme, et « *La Monnaie, cause et remède de la crise économique mondiale* » de Robert Eisler (2). Examinons les rapidement, pour voir où l'on aboutit quand on abandonne les notions de bon sens, celles qui se trouvent dans toutes les têtes bien faites et au tout début du *Capital*.

LA MONNAIE, CAUSE DE LA CRISE (?)

Ces deux ouvrages ont un trait commun: celui de placer la cause de la crise dans un prétendu *manque de monnaie*. Absolument comme le boutiquier qui, lorsqu'il n'a pas de clients, s'écrie « Y a pas d'argent ! »

Cependant, nos deux auteurs basent leur opinion commune sur des raisons fort différentes.

Pour M. Massa, professeur d'économie libérale, la crise est, avant tout, une impossibilité. Parfaitement ! Et c'est « *L'Equation économique* » (!!) qui le démontre. Voici: en notre système économique, le meilleur de tous, la production est, dit M. Massa, toujours égale à la consommation et la consommation à la production. Le prix d'un produit n'est, en effet, autre chose que la somme des *salaires*, (c'est-à-dire, des moyens de consommation) de tous les hommes qui, partant des objets directement donnés par la nature, ont créé ou manipulé ce produit. (Pour M. Massa, bénéfice = *salaire* d'entrepreneur.) Donc la production d'un produit (pardonnez-moi — je ne peux pas dire autrement) s'accompagne de la création d'un *pouvoir d'achat* exactement égal au prix de ce produit. Donc « *production* = *consommation* » ; « *marchandise* = *pouvoir d'achat* ». (C'est ça « l'équation économique ».) Et la crise est impossible ! Les marchandises *doivent* circuler sans cesse, si nombreuses qu'elles soient. Plus elles seront nombreuses et plus les bouches s'ouvriront largement pour les absorber (3).

Seulement, voilà, la crise est là ! C'est donc que quelque chose d'inattendu vient gêner cette si belle organisation du Bon Dieu. Les marchandises ne circulent plus, c'est que quelque chose vient se mettre dans les rouages de leur mouvement spontané, harmonieux et perpétuel. Et que voulez-

(1) Rivière, édit.
(2) Valois, édit.
(3) Est-il besoin de souligner l'irréel de ce sophisme, c'est en régime socialiste que la production n'a d'autre limite que la capacité humaine d'absorption et que production = consommation. En capitalisme, on ne produit pas des utilités, mais des *marchandises*. Il faut *vendre*. Et la production d'aujourd'hui n'est pas égale à la consommation de demain, à la *vente* de demain, puisqu'on ignore ce que sera cette vente. La production est bien influencée par la vente, mais par la vente *passée*. (Si j'ai beaucoup vendu, j'ai beaucoup d'argent, je peux entreprendre beaucoup). La production d'*aujourd'hui* = la consommation d'*hier*. Les marchandises d'aujourd'hui = non pas le pouvoir d'achat d'aujourd'hui, mais les achats effectués *hier*.

vous qui intervienne dans la série des achats et des ventes sinon l'*argent* ? C'est donc lui le grand coupable ! C'est lui la cause de la crise. Si je ne vends pas, c'est la faute de l'argent. Ou bien il a la volonté perfide de ne pas entrer dans mon escarcelle, ou bien il a disparu de la poche de mon client. Si je vends mieux ou plus mal qu'hier, c'est que la quantité d'argent a subi des « variations » ! Et voilà !

Je vous jure que je ne blague pas.

C'est bien cela que dit M. Massa.

Pour M. Eisler, le fait de base est qu'il n'y a pas, en capitalisme, parallélisme entre la production et le pouvoir de consommation. 1° Parce que notre société ne connaît que des consommateurs *payants*. 2° A cause du progrès technique qui augmente la production, mais diminue le nombre des ouvriers employés et, par suite, les revenus de la classe ouvrière. Le rôle de la monnaie devrait être de *corriger* par sa souplesse, cette disproportion croissante. Elle ne le fait pas. Elle a donc tort. D'autre part, elle a déclanché la crise de 1929: c'était le moment de la grande spéculation; tout l'argent allait à la Bourse, donc un moment vint où il n'en resta plus assez sur le marché industriel, donc les produits baissèrent de prix (?) et, par choc en retour, les actions baissèrent aussi — et ce fut le marasme ! (Chap. IV). Enfin, les *krachs* financiers de 30 et surtout de 31, démontrent que la cause du mal est « *une insuffisance progressive de notre système monétaire* » (Chap. V). (Mais alors pourquoi, en 1932, n'y a-t-il plus de krachs financiers ?)

LES PRIX

Voici donc la *Monnaie* chargée, par nos auteurs, de tous les péchés du capitalisme d'Israël et d'ailleurs. Une de ses plus grandes fautes est, selon eux, de provoquer des variations de *prix* — surtout des baisses, car, mon Dieu, s'il n'y avait que des hausses, on lui pardonnerait !

Quand il y a beaucoup d'argent, les prix sont hauts, quand il y a moins d'argent, les prix baissent, disent-ils.

C'est la « *théorie quantitative* » de la monnaie.

Cette « *théorie* » qui ignore ce que c'est qu'une monnaie, suppose que toutes les marchandises du monde sont en présence d'un certain nombre de *signes conventionnels* contre lesquels elles doivent s'échanger, et dans lesquels elles expriment leur prix. Le nombre de signes correspondant à chaque marchandise particulière est son prix. Ce nombre varie comme la proportion dans laquelle est la masse des signes à la masse des marchandises. Donc s' « il y a beaucoup d'argent » les prix sont hauts et inversement.

Cette vue est fausse. Pour deux raisons. La raison mineure c'est qu'elle ne tient pas compte de la vitesse de circulation de la monnaie. Nulle part au monde il n'existe un marché où se trouvent toutes les marchandises d'un côté et tout l'argent de l'autre. Au contraire, A achète à B qui achète à C, etc... et, à la fin de la journée, une même pièce d'or, au lieu d'avoir fait circuler une valeur de marchandises égale à sa propre valeur, en a fait circuler 5 ou 10 fois plus... Et la raison majeure, c'est que cette théorie ignore complètement que la monnaie *a une valeur*. Les marchandises s'échangent contre des marchandises et s'échangent à leur valeur. Nul commerçant ne serait assez fou pour aller donner une marchandise quelconque pour rien. Or, un signe n'est *rien*. A moins que ce signe ne soit un « bon pour... », un « bon » pour une marchandise comme le billet de banque est un « bon » pour de l'or. Alors le « signe » n'est pas un simple signe, mais indirectement marchandise. Tout comme au légendaire temps du troc, les marchandises s'échangent, directement ou non, contre des marchandises. Et la marchandise qui sert de moyen d'échange pour toutes les autres s'appelle *monnaie*. Ainsi que toutes les autres marchandises, elle a une valeur spécifique qui, comme le savent bien les lecteurs de la R. P. dépend du travail social nécessaire à sa production et nullement de son degré de rareté ou d'abondance. Pendant ces dernières années, l'or a été en France plus abondant que jamais. Mais ni sa valeur spécifique, ni son prix n'ont diminué pour cela. Les prix ont baissé en Amérique en 1929, précisément quand, selon la théorie quantitative de la monnaie, ils auraient dû être très hauts, quand la réserve d'or américaine était maxima. La théorie quantitative de la monnaie est donc insoutenable. On ne peut prétendre que ce soit le plus ou moins d'argent qui cause la variation de prix des marchandises.

CAUSES DES PRETENDUES VARIATIONS QUANTITATIVES DE LA MONNAIE

Mais comment la quantité d'argent du monde capitaliste peut-elle varier ?

Voilà ce que je ne sais pas. Et ce que nos auteurs ne disent pas — car, tout en se donnant l'air de le dire amplement, ils prennent la tangente du sophisme.

M. Massa énumère 14 causes de variation.

Les voici:

Causes d'augmentation. — Augmentation du crédit, diminution de la thésaurisation, importation de capitaux, emprunts effectués à l'étranger, remboursement de prêts consentis à l'étranger, inflation, fabrication de fausse monnaie.

Causes de diminution. — Diminution du crédit, augmentation de la thésaurisation, exportation de capitaux, remboursement des emprunts effectués à l'étranger, prêts consentis à l'étranger, déflation, destruction de monnaies.

C'est curieux, mais de ces sept catégories de causes, cinq, les cinq dernières sont essentiellement nationales. De plus, elles sont antagonistes. Quand elles jouent dans un pays dans le sens de l'augmentation, elles jouent *ipso facto* en sens inverse dans d'autres pays. (Je ne peux pas exporter sans que d'autres importent !)

Ce ne sont pas ces causes *nationales* et antagonistes qui pourraient provoquer une crise *internationale*. Quand la quantité d'or mondiale reste constante, on ne peut pas invoquer la diminution de l'or dans quelques pays pour expliquer une crise mondiale.

Restent donc, parmi les causes mises en avant par M. Massa, la thésaurisation et le crédit.

La thésaurisation, souvenir des âges révolus, n'a visiblement rien à voir dans les crises modernes (4).

Reste le crédit. Pour M. Eisler, tout est là. Il réfute avec aisance la théorie quantitative de l'*or* pour dresser une toute semblable théorie quantitative des *moyens de paiement* et conclure: « le niveau des prix est exclusivement dépendant du volume des crédits. »

Nous ne croyons pas à cette exclusivité !

Je vois en effet un double rôle à l'opération dénommée crédit. D'une certaine façon, certains crédits augmentent

(4) Dans la société actuelle, quiconque a un peu de pèze ne l'expose pas à la dent des souris dans une armoire, mais l'apporte à la Caisse d'Epargne ou prend un compte en banque. Cet argent là n'est pas « thésaurisé » puisque Caisses et Banques s'en servent pour ouvrir des crédits. Cependant l'influence des clichés des économistes bâtés est forte. Dans un article récent (*Petit Provençal*, du 9 septembre), M. Jouhaux écrit: « Il est un aspect de la crise économique auquel on ne saurait trop porter attention... c'est la thésaurisation... cette épargne outrée a des conséquences déplorables... Un ministre plein de bonnes intentions a fait placarder un appel au bon sens: *achetez pour éviter le chômage...* ». Sont-ils

la circulation fiduciaire. Comme tels ils n'ont pas une influence directe sur les prix, à moins que la banque d'émission soit en faillite, comme la Banque de France il y a quelques années, comme la Banque d'Angleterre, depuis Septembre dernier. D'autre part, le crédit qui est une avance sur les ventes futures a pour effet de relâcher la solidarité *production d'aujourd'hui = consommation d'hier.* Grâce au crédit, le produit d'aujourd'hui peut dépendre, dans une certaine mesure de la consommation estimée de demain. En période de prospérité, le crédit a donc pour effet d'augmenter la production (et de rapprocher la crise); en période de crise, il retarde les faillites, mais les rend plus retentissantes. Dans aucun cas, il n'a, par lui-même, un effet sur les prix, surtout un effet « exclusif ».

LES REMÈDES

Avec des théories si peu convaincantes et même, disons-le, si absurdes, sur les causes et la nature du mal, il faut s'attendre à ce que nos auteurs ne nous proposent pas, pour ce même mal, des remèdes bien encourageants.

Tout d'abord, ils sont très pessimistes. Massa voit une crise longue, très longue... Quant à Eisler, il est catégorique: la crise ne guérira pas toute seule, elle ne se résoudra pas, elle ne peut aller qu'en empirant...

Donc, nos auteurs ne pensent pas qu'il faut se contenter, comme dans certaines maladies, de laisser évoluer la nature. Ils veulent une thérapeutique « active ». *Purgare* ! *Saignare* !

Tout d'abord, il est un remède qu'ils n'ont pas proposé clairement, le sachant irréalisable, mais dont on sent continuellement le souhait au fond de leur cœur: *c'est le retour à l'économie libérale.* Imbus de la théorie de l'offre et de la demande, jusqu'à en faire des applications monétaires, ils ne peuvent pas ne pas souhaiter pouvoir raisonner sur un monde où cette loi s'appliquerait. Massa fait ainsi une bonne critique du protectionnisme. Il montre que la résistance à la baisse des prix est un facteur de prolongation de la crise. Cette crise n'est elle-même, dit-il, que « la manifestation d'une entrave au libre fonctionnement » des lois de l'économie libérale. De là à appeler le retour au libéralisme, « le retour à la loi naturelle de libre concurrence », il n'y a qu'un pas.

Mais ce pas n'est pas franchi. Pourquoi ? Parce que nos auteurs se rendent compte obscurément, mais impérieusement, du fait que ce n'est pas par hasard si le capitalisme tourne justement le dos à ces « lois naturelles » salvatrices.

Alors, que faire ?

Massa propose de petits moyens:

L'extension des crédits (on dit ça depuis le début de la crise), *l'entreprise de vastes travaux publics* grâce à des emprunts libres ou forcés (alors, concurrence à l'industrie privée ?) et, enfin, l'*inflation*, « terme fatal de toute crise qui ne se résout pas assez rapidement. » (On n'a pas attendu M. Massa. Plus de la moitié du monde est en inflation, en faillite ouverte.)

...Quant à M. Eisler, lui, il préconise un système plus compliqué, mais plus hilarant !

---

parmi les syndiqués de M. Jouhaux, les outranciers de la thésaurisation ?.. A la remorque maladroite de l'économie bourgeoise, pauvre, pauvre C. G. T.! Cet article est d'ailleurs plein de conneries savoureuses: « la restriction *volontaire* (!) de la consommation provoquée par le chômage ». Et ceci: « En période de *basse conjoncture* la consommation se resserre, la *cherté des prix* fait fuir les acheteurs. » Pardon, mais je croyais que « basse conjoncture » était une expression barbare qui désignait les *bas* prix*!* Et ces « prix » qui sont « chers »! C'est ça qu'on gagne à la fréquentation des pontes!

L'INFLATION DÉFLATIONNÉE

Le problème, dit M. Eisler, est de « réaliser l'expansion de la monnaie et de maintenir à cette monnaie un pouvoir d'achat stable. »

Et la solution est *une inflation générale et internationalement dirigée.*

Tous les pays, d'un commun accord, abolissent la remboursabilité en or à un taux fixe de leurs billets de banque, et *tous en même temps*, augmentent *dans la même proportion* leurs circulations fiduciaires.

Ainsi, bien que baissant les valeurs de toutes les monnaies nationales, *les cours des changes* sont maintenus. L'inflation ainsi comprise ne favorise pas une nation aux dépens des autres.

L'opération revient en somme à la création d'une monnaie internationale et en perpétuelle inflation. Par son inflation, cette monnaie serait condition de prospérité, nous laisse entendre M. Eisler. C'est exact. Seulement, pour complaire à tout le monde, M. Eisler s'empresse de corriger cette inflation de telle sorte qu'elle cesse d'être facteur de prospérité.

Comme le prix de la vie monterait forcément sous un tel régime, M. Eisler ordonnerait que *tous les paiements* à effectuer *varient comme l'indice du prix de la vie.* Et de même, les comptes en banques. *Echelle mobile absolue,* obligatoirement appliquée à *tout maniement d'argent.* Une dette de 1.000 francs contractée quand l'indice est 100 sera remboursée 1.380 si le jour de l'échéance, l'indice est à 138. Je dépose 1.000 balles en banque quand l'indice est 100, et j'en retire 10.000 quand l'indice est 1.000. Ainsi, ni le consommateur, ni l'épargnant ne sont lésés. C'est merveilleux, trouve M. Eisler. « Une mesure préeinsténienne prétendue absolue sera remplacée par une mesure relativiste, et de ce fait, parfaitement scientifique et équitable. »

Pauvre Einstein !

Eh bien, moi, je connais un système encore beaucoup plus... einsteinien et plus simple. Il consiste à proclamer, par voie de gouvernement, qu'à partir de demain, toutes les sommes seront exprimées en décimes et non plus en francs. C'est exactement aussi « scientifique » que le procédé de M. Eisler; c'est aussi « équitable »; c'est plus simple et c'est d'une efficacité exactement égale, c'est-à-dire parfaitement nulle.

La baisse de la valeur de la monnaie, en effet, n'est un facteur de « *prospérité* » que parce qu'elle favorise une catégorie de citoyens, *les entrepreneurs*, aux dépens des autres, les rentiers, et dans une moindre mesure, les salariés. (Les rentiers sont lésés parce qu'ils voient la valeur de leurs « intérêts » baisser, dans la même mesure que celle de la monnaie; quant aux salariés, ils le sont parce que la hausse des salaires ne suit qu'avec retard la hausse des prix). Mais si, par le jeu de l'échelle mobile, vous empêchez les entrepreneurs de spolier les rentiers et les salariés, votre inflation ne sert pas les entrepreneurs, elle ne sert à rien.

Pour montrer les bénéfices que la classe ouvrière retirerait de son inflation qui n'en est pas une, M. Eisler exhibe complaisamment le graphique de Sir Henry Strakosk sur la répartition des revenus nationaux entre les différentes classes de la société en période d'inflation. Mais c'est un argument malhonnête car sa pseudo-inflation ne change rien à rien, et il dit lui-même, qu'elle « n'impose aucune perte à aucune classe ». Alors, comment favoriserait-elle une classe quelconque ?

La conclusion de tout cela ?

C'est que les clichés de l'économie vulgaire ne peuvent pas servir à l'étude de la vie économique. C'est que les scribes bourgeois pataugent. C'est que pour faire de la science en matière économique, comme en toute autre, il ne faut pas avoir peur de la réalité.

J. PÉRA.

FAITS & DOCUMENTS



La surpopulation rurale en U.R.S.S. Dans notre numéro du 10 septembre, nous avions publié un document « La Russie sans chômeurs ? » insistant sur le surcroît de population existant dans les campagnes russes. Voici sur ce point quelques précisions tirées d'un article de la **Revue Internationale du Travail** sur la collectivisation de l'agriculture en U.R.S.S.

La collectivisation a introduit de nouveaux facteurs dans le problème de la surpopulation des régions agricoles. Le problème du surpeuplement rural a toujours été l'un des plus aigus dans l'économie russe. Les économistes évaluaient l'excédent de la population rurale à 9 ,12 ou 18 millions d'individus. Cet excédent était le réservoir qui alimentait d'ordinaire l'armée des sans-travail. Il en était ainsi avant la guerre et aussi après la révolution. Mais la collectivisation a modifié le mouvement traditionnel d'affluence dans les villes des sans-travail de la campagne. Au début, on avait bien admis que la collectivisation, avec l'accroissement de la mécanisation et la rationalisation du travail agricole, accroîtrait l'excédent de population des campagnes et, par suite, l'afflux dans les villes d'individus en quête de travail. Cette hypothèse pouvait encore s'étayer sur le fait que, d'après le rapport de l'Organe central des kolkoses, les travailleurs vivant dans les kolkoses étaient en moyenne occupés en 1930 à raison de 40 à 50 pour cent pour les hommes et de 25 à 35 pour cent pour les femmes (1). Pour l'année 1931, on possède les renseignements recueillis au cours d'une enquête de l'Institut des kolkoses, d'après lesquels les travailleurs disponibles dans les kolkoses étaient occupés dans les proportions suivantes : pendant le deuxième trimestre (avril-juin), les hommes à raison de 38 pour cent, les femmes à raison de 23 pour cent; pendant le troisième trimestre (juillet-septembre, c'est-à-dire pendant la saison agricole proprement dite), les hommes à raison de 77 pour cent et les femmes de 71 pour cent (2). On peut donc dire que plus de la moitié de la population rurale capable de travailler ne trouve actuellement pas d'emploi approprié à la campagne. Une autre enquête, organisée par le Commissariat pour l'agriculture, a abouti à la même conclusion : elle a établi qu'en 1930 les kolkoses fournissaient en moyenne à leurs membres du travail lucratif pendant 100 jours ouvrables par an; même en été, le nombre moyen des journées de travail ne dépassait guère 14 à 18 par mois (3). Le passage progressif à des cultures plus intensives, pouvant absorber davantage de main-d'œuvre, et la transformation plus fréquente des produits agricoles au village même pourront, avec le temps absorber un certain nombre de nouveaux travailleurs, mais d'autre part, l'introduction d'une comptabilité détaillée du travail de chacun et une nouvelle mécanisation des opérations effectuées vont encore accroître l'excédent de population des campagnes.

On pourrait croire que, faute d'emploi à la campagne, les travailleurs disponibles auraient dû affluer en grand nombre dans les villes.. Mais en réalité les choses se sont passées tout différemment; depuis la collectivisation, l'exode volontaire vers les villes des individus en quête de travail a fortement diminué, de même que celui des travailleurs saisonniers, c'est-à-dire des paysans qui ne cherchent qu'une occupation temporaire dans les villes. Ce phénomène ne peut guère s'expliquer que par le fait que les paysans les plus pauvres, qui de tout temps ont constitué le gros des individus en quête d'un emploi dans les villes, restent maintenant au village dans l'espoir que la collectivisation leur assurera de meilleures conditions de vie à la campagne. L'arrêt de l'exode vers les villes incita même le gouvernement soviétique à recourir à des mesures de contrainte pour se procurer la main d'œuvre nécessaire aux nouvelles usines et exploitations minières.

(1) *Kollektivist*, nos 11-12.
(2) *Ekonomiceskaja Zizn*, 16 déc. 1931.
(3) *Na Agrarnom fronte*, 1931, n° 6.

ENTRE NOUS

POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA R. P.
200 ABONNÉS NOUVEAUX

Dans le numéro du 10 octobre, la R. P. *demandait à ses amis de lui procurer rapidement 200 abonnés nouveaux. Dans la 2e quinzaine d'octobre nous avons reçu* 26 abonnements *dont voici le détail:*

Paris, 5; Seine, 1; Seine-et-Oise, 2; Alger, 2; Alpes-Maritimes, 5; Ardèche, 2; Corrèze, 1; Gironde, 1; Haute-Garonne, 1; Loir-et-Cher, 1; Rhône, 2; Seine-Inférieure, 2; Espagne, 1.

26 abonnements, c'est un résultat.

Ce n'est pas suffisant.

5 seulement à Paris, rien à Marseille, rien dans le Nord, rien dans le Finistère, rien dans la Loire, rien dans les Côtes-du-Nord, rien en Charente, rien dans les Basses-Pyrénées, un seul en Gironde !... Allons, camarades, voulez-vous que la R. P. *puisse remplir ses tâches !*

Il faut arriver aux 200 abonnés nouveaux rapidement car d'autres améliorations sont nécessaires; cela est possible si nos centaines d'amis veulent faire un effort de propagande directe.

Est-il difficile de demander à un camarade s'il connaît la R. P. *? S'il ne la connaît pas, demandez s'il veut la connaître, prêtez la vôtre ou donnez-nous son nom comme possible.*

S'il la connaît, qu'en pense-t-il ? Demandez-le. Vous aurez plus d'éloges que vous ne croyez. On fera des réserves sur ceci ou cela. Evidemment. Répétez-le hardiment après nous: la R.P. *n'apporte pas une vérité prolétarienne en boîte, elle essaie de permettre aux divers courants du syndicalisme révolutionnaire de s'exprimer et aux camarades de raisonner leur opinion.*

Des camarades sont prêts à s'abonner. C'est là qu'il faut agir. Une action toute simple. Encaisser l'abonnement (10 fr. pour 3 mois) et nous le faire parvenir. Beaucoup de camarades qui s'abonneraient ne le font pas par pure négligence. Votre effort est essentiellement de réparer cette négligence.

La preuve que cette action est possible c'est qu'un seul de nos camarades a enregistré et encaissé 5 abonnements.

Que 40 copains fassent comme lui et les 200 abonnés seront là.

Allons, les amis, la R. P. *vous demande un effort. Elle a le droit de le demander parce qu'elle est une œuvre totalement désintéressée, pas de rédacteurs, pas d'administrateurs appointés. Vous allez y répondre avec élan pour donner aux syndicalistes la revue qu'ils méritent d'avoir.*

SOUSCRIPTIONS D'OCTOBRE

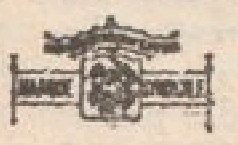
Pérussie (Seine), 5; Fronty (Seine), 10; Leburg (Haute-Vienne), 5; Boicher (S.-et-O.), 10; Marguerite Poulier (Rhône), 10; Leblanc (Aisne), 20; Meyssonnier (Maroc), 20; Coffin (Cher), 10; L'Anthoën (I.-et-V.), 10; Barbet (Somme), 10; Lavenir (Rhône), 10; Bosc (Alger), 10; Deveaux (Paris), 5; Nouelle (Lot), 5; Delsol (Paris), 10; Faure (Loire), 5; Durand (Paris), 20 fr.

Total: 175 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Flouret (Seine), 150 ; Fronty (Seine), 50 ; Vauthier (Doubs), 100; Thévenon (Loire), 50; Pinty (Alger), 102 fr.

Total: 452 francs.



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.